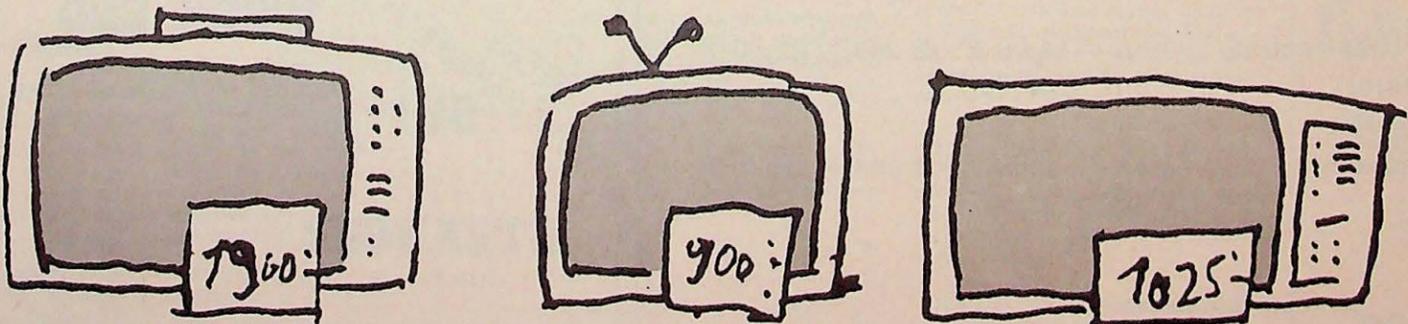
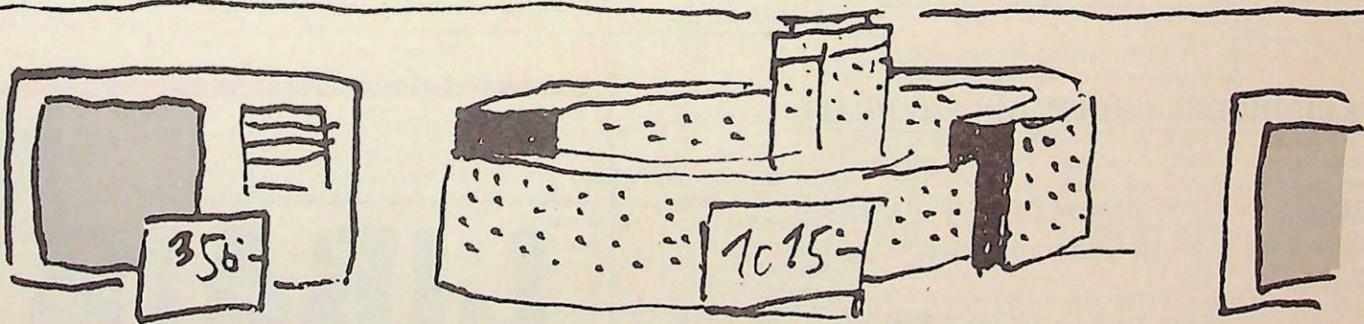
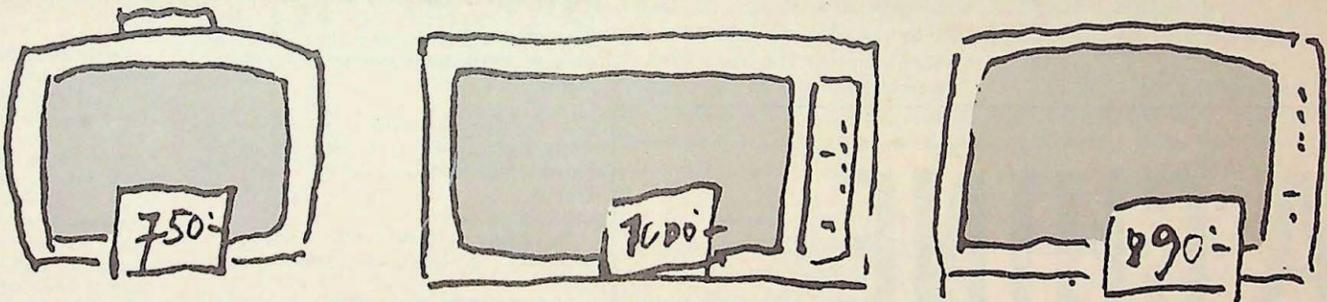
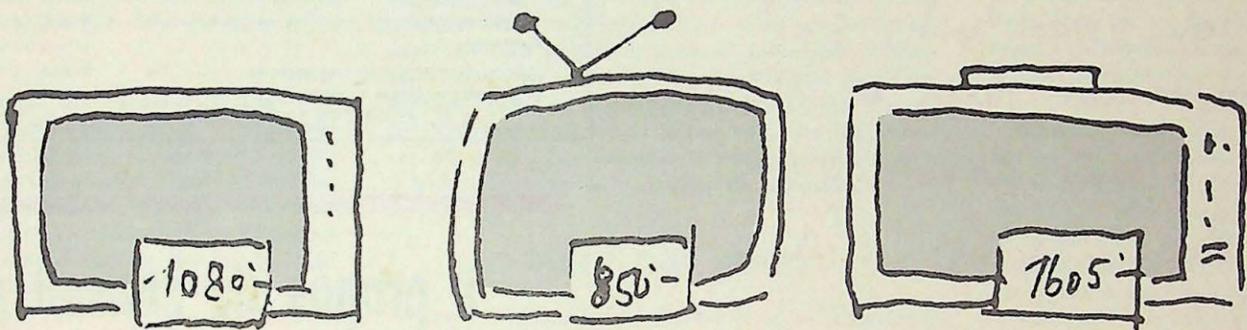


tribune

PSU

socialiste



A VENDRE!

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro : Jacques
Bertin - Françoise Claire - Robert Cha-
puis - Georges Constantin - Edouard
Depreux - Bernard Jaumont - Daniel
Lenègre - Dominique Nores - Anne
Vattier.

Photos : A.F.P. (4 - 5 - 11). A.D.N.P.
(7). A.G.I.P. (6 - 7). Fotolib (8). Elie
Kagan (6 - 7 - 12). Pascal Lebrun (10).
Dessins : Barou (10).

Publicité : Régie-Information, 32, rue
Le Peletier - 75009 PARIS. Tél. :
770.40.18.

Directeur de la publication : Jean LE
GARREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37

9, rue Borromée - 75015 PARIS

Publicité : Régie Information

Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.

S. A. Imprimerie Editions Moriamé

61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Calendrier politique

● Mercredi 7 novembre à Nice (06)
Cinéma Californie (202, avenue de la
Californie) : meeting anti-raciste avec
projection du film de Michel Drach :
- Elise ou la vraie vie -.

● Vendredi 9 novembre à Valenton
(94) - salle des Spectacles, 13, rue
des Ecoles : meeting Lip avec films
et débat.

● Du 1^{er} au 23 novembre à Cahors
(49) - M.J.C., impasse de la Charité
(tél. : 35-06-43) : L'Occitanie en ques-
tion - films, chanteurs, théâtre, débats.

● 10-11 novembre à Poissy - Relais
International de la Jeunesse (Ile des
Migneaux) : week-end de travail de
la C.N.A. sur l'autogestion en agricul-
ture - Inscriptions : P.S.U., 9, rue
Borromée, 75015 PARIS.

- Vous avez vu
cette page ?

- Ouais, c'est pas
du boulot, ça!

Sont devenus faux à T.S

- Non - Sont pas faux - Mais
z'ont qu'douze pages - Alors
y haurent!

ABONNEZ-VOUS.
Bond'la!

Pour connaître

LA CHINE

à la source

4 PERIODIQUES CHINOIS EN FRANCAIS :

Pékin information (hebdomadaire)	1 an = 21,00 F - 2 ans = 31,50 F 3 ans = 42,00 F
La Chine (mensuel illustré)	1 an = 17,00 F - 2 ans = 25,50 F 3 ans = 34,00 F
La Chine en construction (mensuel illustré)	1 an = 14,00 F - 2 ans = 21,00 F 3 ans = 28,00 F
Littérature chinoise (trimestriel)	1 an = 6,80 F - 2 ans = 10,20 F 3 ans = 13,60 F

Abonnements à

Librairie

LE PHENIX

72 Bld de Sébastopol - PARIS (3e)
C.C.P. 17.217.63. PARIS
(également nombreux périodiques en langue chinoise)

'EDUCATION ET SOCIETE'



à l'aide de l'instrument historique, de l'éduca-
tion comparée, de la réflexion sociologique,
l'analyse des collisions entre les systèmes
scolaires et les sociétés.

ATTENTION ! ECOLE Ouvrage collectif	29,40 F
LA CONTRE EDUCATION OBLIGATOIRE Paul Goodman	18,45 F
ENFANTS RUSSES, ENFANTS AMERICAINS Urie Bronfenbrenner Préface d'Alain Touraine	18,00 F
MORT DE L'ECOLE Everett Reimer	19,45 F

Franco de Port

OFFRE GRATUITE

à tout acheteur des 4 ouvrages :
- LE JOURNAL DE POL HUE -
Michel Claude signe ici un livre dénonçant
en images les méfaits de la pollution.

BON DE COMMANDE : à retourner à :

INFORMATION 2000, 32 rue Le Peletier, 75009 PARIS

Veuillez m'envoyer par retour les ouvrages marqués
d'une croix.

NOM

Vous trouverez ci-joint mon règlement de..... Frs
sous forme d'un chèque à l'ordre d' :

Prénom

INFORMATION 2.000.

Adresse

à propos du conseil national

Le numéro 591 de « Tribune Socialiste » a présenté les textes préparatoires au Conseil National. Des précisions complémentaires doivent être données pour le débat des sections et des fédérations :

1. Le Conseil National se tiendra à Paris, rue Saulnier (9^e), dans les salles qui appartiennent au Grand Orient de France ;

2. Les dates sont bien : samedi 24, dimanche 25, lundi 26 novembre ;

3. Les textes sont soumis à la délibération, donc aux votes des sections. En ce qui concerne le rapport politique,

qui sera présenté par Michel Rocard, il ne peut s'agir bien sûr que d'un vote de prise en considération.

Ce texte indique une orientation politique et fournit une base de discussion, ce n'est pas une résolution qu'il s'agirait d'amender.

A partir de ce texte et grâce aux contributions au débat, aux diverses motions et résolutions des sections et des fédérations, sera rédigée une résolution finale sur les problèmes évoqués dans le rapport politique et les mandats qui doivent être donnés à la direction nationale.

Au travail !

LIBAIR

VACANCES
VOYAGES
LOISIRS

17 rue de Turbigo
PARIS 75002
Tél. 231.97.94
Ag. voyage LIC. A. 669
R.C. Paris 73 B 188

WEEK-END

SPECIAL
COMITÉS D'ENTREPRISES
SKI

Dans les ALPES moins de 200 Frs
Au MONT DORE
Une semaine à SAMOENS.....505 Frs

ETRANGER

NEW - YORK ou PRAGUE
999 Frs 555 Frs
(LONDRES - HOLLANDE - TUNISIE...)

FRANCE

ALSACE - BOURGOGNE - VALLEE du RHONE -
LA MER...
de 52 à 255 Frs

et tous voyages « sur mesure » adaptés à vos projets

Nous désirons recevoir :

votre documentation

votre visite

Comité d'Entreprise.....

Nom du responsable.....

Adresse.....

Téléphone.....

Contrôle et unité

LES 27 et 28 octobre un événement important pour l'ensemble du parti s'est déroulé à Besançon : La 4^e Conférence Nationale Entreprises du PSU. Les 220 participants venus de toutes les régions de France, représentant tous les secteurs de l'activité économique n'étaient pas là pour apporter une fois de plus un soutien aux travailleurs de Lip ni pour tenter de « récupérer » Lip : la discrétion de ces assises vis-à-vis de l'extérieur en est une preuve suffisante !

dans la pratique

Pourtant à cette occasion l'importance du secteur pour le parti a été affirmée avec vigueur : d'une part nous avons pu faire la constatation que ce que nous disions depuis quelques années sur l'axe stratégique du contrôle ouvrier s'est trouvé vérifié dans la pratique de nombreux travailleurs ; d'autre part nous avons pu grâce à la confrontation des camarades, pronostiquer sans grands risques d'erreurs que c'est sur le terrain de l'emploi, des conditions de travail, du niveau de vie que se dérouleront la lutte la plus importante que mèneront les travailleurs face à un système capitaliste dont les contradictions s'accroissent.

La période actuelle se caractérise par une restructuration du capitalisme dans le cadre international, notamment avec le développement des entreprises multinationales. Cette restructuration signifie renforcement de la concentration financière, répartition des unités de production dans plusieurs pays en fonction des intérêts de l'entreprise, accentuation de la division et de la déqualification du travail.

Le développement d'impérialismes secondaires, aspirant à mettre en cause la domination économique, politique et idéologique des Etats-Unis qui s'est manifesté par la naissance de firmes multinationales au Japon et en Europe dans le cadre du Marché Commun a vite trouvé ses limites. La guerre du Proche-Orient et surtout la façon dont a été imposé le cessez-le-feu sont là pour montrer que les deux super-puissances n'entendent pas voir contester leur suprématie tant politique qu'économique.

La France est l'un des pays où la restructuration de l'appareil de production s'effectue avec

le plus de force et bien entendu les travailleurs français sont parmi les plus touchés par ses conséquences (Lip dans le cadre d'Ebauches S.A., Cémoi - Grenoble, LMT... en sont des exemples). Toutefois cette forme du capitalisme avancé coexiste avec des secteurs nettement plus archaïques de l'appareil de production et de distribution (PME, petit commerce...) et cela exige une adaptation constante de l'appareil d'Etat pour concilier les contradictions qui en résultent.

L'Etat est donc soumis à des tendances contradictoires :

— ou bien être dans un certain espace géographique le garant de l'ordre social et favoriser la restructuration engagée par le capitalisme mondial (dont une fraction de la bourgeoisie française fait partie). C'est la position dominante et l'exemple de Lip est assez clair (le plan Charbonnel n'est que le plan Ebauches S.A....).

— ou bien défendre certains secteurs du capitalisme national contre la concurrence étrangère et « accompagner » la disparition de nombreuses couches de la petite bourgeoisie (petits commerçants, agriculteurs...) Ceci coûte cher, mais est indispensable pour le maintien de l'assise électorale et ne peut se faire que par l'arbitrage secret au niveau de l'exécutif, entraînant le dépérissement de la démocratie parlementaire qui perd sa raison d'être, puisqu'elle n'a plus à arbitrer entre les groupes de pression.

coup par coup

Ces tendances contradictoires ne se traduisent pas, bien sûr, par une stratégie homogène, cohérente et consciente de la part du gouvernement et de la bourgeoisie. Le gouvernement français fait du coup par coup, tant sur le plan intérieur qu'extérieur. Les leaders de la majorité se répandent en déclarations contradictoires. La seule chose qui les réunit, c'est le renforcement du caractère autoritaire, policier et d'ordre moral du régime et la tentative de développer une mentalité d'assistés dans la classe ouvrière.

Ces contradictions du système capitaliste, peuvent déboucher, et peut-être rapidement, sur une crise politique. Il n'est pas possible que la situation reste bloquée longtemps comme elle

l'est actuellement, sans craquer de quelque part, et la stratégie ouvrière que le PSU met en avant ne peut se limiter à s'attaquer au pouvoir entreprise par entreprise, mais elle doit déboucher sur la globalisation et la coordination des luttes et sur le problème du pouvoir au niveau global, sinon nous avons déjà choisi la voie de la défaite. C'est le problème des ruptures au niveau politique qui se pose aujourd'hui ; le rapport politique présenté par le Bureau National pour les débats du prochain Conseil national et largement discuté à Besançon, tente de lui apporter une réponse offensive : l'unité populaire autour d'un axe anticapitaliste, réalisée à partir des luttes des travailleurs et entraînant les organisations ouvrières syndicales et politiques.

vers la rupture

L'axe stratégique du contrôle ouvrier qui doit conduire à la rupture avec le système capitaliste trouve alors sa signification profonde et son débouché politique dans l'unité populaire. Mais l'unité populaire doit avoir pour base le contrôle permanent des travailleurs sinon elle risque de n'être qu'un accord entre organisations du type « programme commun » et de ce fait totalement dénaturée.

C'est le parti dans son ensemble qui doit débattre de toutes ces questions importantes et d'une actualité brûlante. C'est le parti dans son ensemble (sections, féd., régions en particulier) qui doit prendre en charge le développement du secteur entreprises, car c'est au niveau du système de production et de distribution que se mènent et se mèneront dans la période actuelle les combats les plus durs qui ébranleront le capitalisme et permettront peut-être de le mettre à bas si nous avons la capacité d'établir un rapport de forces tel que les travailleurs croient à la victoire du socialisme et vite.

Le secteur entreprises du parti, quant à lui, développera des propositions d'actions, principalement dans les branches économiques où la restructuration capitaliste est la plus forte (automobile, mécanique, sidérurgie, construction aéronautique, textile, fonction publique et secteur nationalisé...) pour mobiliser les travailleurs et les unifier jusqu'à la rupture politique avec le système capitaliste.

Georges CONSTANTIN



Salut les PSU-mâles

Si j'en crois le P.S.U. : femmes, contraception, avortement, sexualité, conditions de travail, qualité de la vie, mères, éducation, école et j'en passe, tout cela stimule votre intérêt, votre plume et votre salive.

J'en viens au fait : les 20 et 21 octobre 73, assemblée régionale des femmes P.S.U. (militantes, sympathisantes et femmes de militants).

J'y pointe mon nez, en tant que sympathisante à distance et surtout femme de militant. Histoire de voir quoi c'était ce parti mangeur de mari et père, promoteur de révolution...

Eh bien, malgré l'appel lancé dans « T.S. » et dans le bulletin fédéral pour assurer l'animation des tendres rejetons P.S.U., un seul mec est venu. Un mec sur 200

sections. Je veux bien qu'elles soient maigres les sections du P.S.U., mais si 200 sections ça fait un mec qui se libère pour permettre aux femmes de causer. Bravo !

Les P.S.U.-mâles, c'est pas trop la peine de causer des femmes, si vous faites rien pour les laisser parler.

Et puis, en tant que pères et mecs, vous en auriez appris des choses sur vos enfants, tant pis pour vous.

Enfin, on veut bien vous laisser une dernière chance... Prenez déjà en charge les histoires de crèches et garderies chaque fois que vous vous réunissez entre vous - au lieu de coincer les épouses au domicile week-ends et soirées. Alors là, on commencera à vous accorder un peu de crédit.

Salut les mecs et à bientôt. J'espère.

Une femme de militant ■

Rocard à Angers

Chers camarades,

Michel Rocard pourra vous dire que notre meeting à Angers (le vendredi 19 octobre) a été un très grand succès.

Mais là n'est pas l'objet de mon intervention.

Je voulais vous signaler à propos de cette réunion l'attitude peu « fraternelle » des camarades de « Rouge » qui se sont présentés à la sortie de la salle, non seulement pour vendre leur journal (ce qui n'était pas très correct à mon avis) mais pour agrémenter cette vente du slogan « Michel Rocard va-t-il adhérer au P.S. ? »

Cette attitude est absolument infâme et malhonnête, et coïncide plutôt avec une certaine mentalité stalinienne que nos camarades de l'ex-Ligue prétendent combattre.

Ne croyez-vous pas qu'une certaine remarque à ce sujet pourrait être apportée dans le prochain « T.S. » ? Fraternellement.

J.B. - Angers ■

C'est fait, sans joie, et sans surprise...

Après la mutu

Vraiment le meeting organisé mardi soir à la Mutualité par le P.S.U. a été remarquable à plus d'un titre : salle comble, dynamisme des interventions en prise directe avec la lutte des travailleurs : Lip, Péchiney, Cousseau, paysans,

Chili. Sérieux des analyses et souci de vérité (Lip - Chili). Sur la base d'un tel meeting le P.S.U. peut et doit envisager son avenir sur des bases ouvrières et paysannes, à partir des préoccupations des travailleurs et de leurs luttes.

Comme cela s'est réalisé à ce meeting, l'action du P.S.U. doit se développer au travers des luttes par la présence active des militants P.S.U. dans ces luttes, sans vouloir donner des leçons mais au contraire en analysant avec les autres, sans vouloir se prendre pour l'avant-garde éclairée, sans vouloir récupérer les luttes.

Et vraiment nous pouvons dire que le meeting de mardi soir a respecté tout cela. C'est la première fois que je vois au sein d'un parti un tel souci de vérité et de recherche.

Nous sommes loin de ces « hommes politiques » qui deviennent des « autorités » des notabilités, bref toute cette classe politique de droite comme de gauche qui consacre le plus clair de son temps à penser aux élections.

De la même façon qu'il a été retenu que dans les luttes sociales les négociations devraient être claires et publiques, que 90% du temps devrait être consacré à l'information et au débat avec les travailleurs, tirons-en les mêmes applications pour l'action politique.

De la même façon que nous rejetons les compromissions, les grenuillages dans les luttes sociales, rejetons-les dans la vie politique.

Et sur cette lancée le P.S.U. a une grande place à prendre.

André PINEAU - NIORT ■

Campagne abonnement

un an

pour 40 F

pas le coup de s'en priver !

la semaine des "grands"



Kissinger : effacer les morts

et si le Japon ?

ET si le Japon avait été une des principales raisons pour lesquelles Etats-Unis et Union Soviétique ont imposé le cessez-le-feu au Moyen-Orient ? Voilà assurément une question saugrenue de prime abord. Et pourtant, qu'on en juge :

Quatre-vingts pour cent environ du pétrole consommé par le Japon vient du Moyen-Orient. Autant dire que l'économie de ce pays vit dans une dépendance totale, donc fâcheuse, de la conjoncture politique arabe. Mais ce pétrole arabe a pour le Japon l'avantage d'être bon marché et notamment par rapport au pétrole soviétique. C'est pourquoi lors de son dernier voyage en Europe, le Premier Ministre Japonais, M. Tanaka a proposé à Willy Brandt de lui céder les concessions japonaises en Sibérie en échange de quoi l'Allemagne se retirerait d'Iran et des émirats du Golfe Persique pour laisser la voie libre à Tokyo.

Par ailleurs le Japon, très inquiet du développement de la pollution sur son petit territoire, fait des projets de raffineries sur les lieux d'extraction, ce qui aurait le triple avantage d'exporter la pollution, de contenter les pays arabes concernés par la création d'investissements industriels lourds, et de ne plus dépendre à cet égard de grandes compagnies pétrolières occidentales.

Mais voici où le bât blesse : pour que ces projets, qui lient encore un peu plus le Japon au Moyen-Orient, se réalisent, il faut que la conjoncture politique et militaire dans cette région se stabilise durablement. Car il n'est évidemment pas question de faire dépendre entièrement le ravitaillement énergétique de la troisième puissance économique mondiale d'une poudrière politique.

Or les Japonais ont fait discrètement savoir qu'ils ont reçu des propositions très intéressantes de la Chine. Jusqu'à présent, on ignorait tout des ressources pétrolières chinoises, mais il semble de plus en plus certain qu'elles sont énormes. Dans ces conditions, les Etats-Unis et l'Union Soviétique redoutent plus que tout que se crée une alliance économique sino-japonaise par l'intermédiaire de l'industrie pétrolière, car une telle puissance économique asiatique pourrait, dans de nombreux domaines, remettre en cause le statu quo actuel dont ils profitent. Et pour éviter que se crée cette alliance, un seul moyen : protéger les approvisionnements japonais au Moyen-Orient par une stabilisation politique et militaire de cette région.

On est bien loin du sort des Palestiniens ? C'est cela le réalisme en politique...

Jacques GALLUS. ■

Les sirènes de l'alerte atomique ont, paraît-il, failli hurler jeudi dernier. Pour couvrir les voix qui, aux Etats-Unis, s'élèvent de plus en plus nombreuses et demandent le renvoi d'un président discrédité ? Probable (voir ci-contre article de J.-F. Merle). Mais aussi pour couvrir le bruit des canons et des combats qui continuent, pour cacher qu'Israël tente de mettre le cessez-le-feu à profit pour pousser son avantage. Quoi qu'il en soit, la semaine qui vient de s'écouler aura été celle des « Grands »...

LEUR intervention a, en effet, dominé la scène internationale et, en quelque sorte, « effacé » et les morts, et les combats extrêmement violents qui se déroulaient en particulier sur le canal : c'est le jeu de l'équilibre mondial actuel, qui ne permet pas que l'un quelconque des deux grands marque un avantage significatif sur l'autre, sauf dans les zones d'influence incontestées qu'ils se sont « réservées ».

C'est pourquoi, au renforcement des potentiels militaires respectifs des adversaires en présence, se sont superposées une concertation diplomatique accélérée, et la recherche d'une application rapide du cessez-le-feu décidé entre USA et URSS et imposé aux belligérants. Imposé aux pays arabes, mis en difficulté par la contre-offensive israélienne ; imposé à Israël, dont la situation internationale s'est dégradée (voir notamment son « abandon » par nombre d'Etats africains), en raison des problèmes d'approvisionnement pétrolier et de sa politique annexionniste.

le refus palestinien

Il est donc significatif que ce cessez-le-feu ait été refusé d'abord par la Syrie et l'Irak, régimes à priori plus progressistes (ils l'ont accepté par la suite), mais surtout par les résistants palestiniens, qui ont décidé de continuer le combat, dans des conditions assez difficiles (en ont-ils jamais connu d'autres ?).

C'est qu'à présent, les combattants arabes ont conscience du risque d'être oubliés dans le règlement du conflit : qui parlera pour eux s'ils ne le font eux-mêmes ?

Cette décision de poursuivre les combats est importante, surtout sur le plan politique. Les Palestiniens l'ont dit clairement : s'ils ont participé à cette guerre, c'est parce qu'elle était, au-delà des ambiguïtés, celle des peuples arabes contre l'ennemi nettement identifié, capitalisme, impérialisme, sionisme. Ils disent aujourd'hui, tout aussi clairement, que ce cessez-le-feu n'est pas le leur, et que leur lutte ne saurait se réduire à celle des Etats arabes, qu'elle va plus loin, bien plus loin : création d'une Palestine laïque et démocratique, avec en filigrane, l'instauration du socialisme au Proche-Orient, dont ils démontrent inlassablement dans les faits qu'il est la seule possibilité de déblocage de la situation politique dans cette partie du monde. Y compris en faisant, à l'égard des juifs antisionistes, la proposition de construire un Etat fédéral multinational, respectant les identités collectives des deux peuples (déclaration commune récente OLP-FDPLP).

C'est donc bien de responsabilités que l'on peut parler à cette occasion : il nous faut réagir contre l'idée — largement répandue dans l'opinion — que les résistants palestiniens sont des irresponsables et des jusqu'au-boutistes : c'est simplement qu'ils connaissent l'adversaire et qu'ils savent ce qu'ils veulent — comme ce qu'ils ne veulent pas.

la pression des masses

Ce qu'ils ne veulent pas : un règlement négocié qui aurait pour effet (quelles que soient les rectifications de frontières opérées) d'effacer la Palestine de la carte et de renvoyer la solution de leur problème à l'hypothétique bonne volonté des pays arabes ou d'Israël. Ni qu'un certain nombre de régimes arabes réactionnaires, entrés en guerre (ou parties prenantes du conflit pétrolier) sous la pression de leurs masses populaires, tirent argument de cette présence, parfois bien discrète (Husseïn) ou symbolique (Has-

pre dignité. Sans sous-estimer le risque de décalage entre leurs préoccupations et celle de ces masses : le combat de celles-ci, s'il trouve son origine dans l'existence de la question palestinienne, a été aussi (surtout ?) une lutte pour récupérer les territoires perdus en 67, en-deça donc du problème palestinien lui-même. Il y a là la nécessité, pour les Palestiniens, d'une intensification du travail politique d'explication en direction des protagonistes.

Quoi qu'il en soit, l'identification claire de l'adversaire (capitalisme, sionisme) l'expérience d'unification dans la lutte, le caractère indissolublement lié du combat pour la Palestine et du combat pour le socialisme, pèsent très lourd dans un rapport de force que les « Grands » essaieront de figer.

Et, de même que les Arabes ont eu, au départ et pour la première fois, l'initiative, on sait maintenant qu'une part importante de la solution du problème dépend non plus du jeu diplomatique ou de l'intimidation militaire classiques, mais de la mobilisation des peuples arabes. C'est ce réveil des masses que la crise a permis d'enregistrer. Celui des combattants oubliés.

Par contraste, la mise en œuvre des méthodes d'intimidation de Nixon doit être ramenée à de justes proportions : celles — comme l'explique notre correspondant aux Etats-Unis — d'une opération-type de politique intérieure, tentée par un homme politiquement au bout du rouleau.

On se gardera toutefois de considérer « l'incident » comme négligeable : la mécanique nucléaire se nourrit de ce type de provocation, et elle est im-

le nouvel enjeu pétrolier

A cause de lui éclatent des guerres locales et peut-être un jour un conflit mondial. A cause de lui se déchangent de gigantesques batailles économiques. Grâce à lui se bâtissent des empires industriels et financiers. Son nom ? Le pétrole.

Au moment où celui-ci constitue la trame centrale du conflit du Proche-Orient, rarement un livre n'aura été autant d'actualité que Le nouvel enjeu pétrolier, de Jean-Marie Chevalier (1). Mais qu'on ne s'y trompe pas, ce n'est pas du tout un ouvrage bâclé en fonction des circonstances ; au contraire le problème du pétrole qui représente plus de la moitié de l'énergie mondiale utilisée, est posé en profondeur. L'auteur explique le retournement économique fondamental de 1970, au moment où les coûts et le prix du pétrole ont commencé à croître après un siècle de baisse ou de stagnation. Car, en situation de baisse des coûts de production, ce sont les consommateurs qui font la loi (en l'occurrence les pays industriels occidentaux) en exigeant que les prix de vente suivent la baisse des coûts. L'intérêt des entreprises capitalistes d'exploitation pétrolière est alors le même que celui

des pays producteurs et opposé à celui des pays consommateurs : il s'agit pour elles d'éviter que les prix baissent.

A partir de 1970, l'évolution se retourne et les coûts de production montent. Les prix ont alors tendance à se faire rattraper par les coûts et l'intérêt des entreprises pétrolières change de camp : elles sont au côté des pays capitalistes pour s'efforcer que les coûts ne montent pas trop vite, en particulier la fraction de ces coûts représentée par la fiscalité des producteurs.

Telle est la thèse centrale de l'auteur. Il la démontre avec clarté en s'attachant également à rappeler les principaux problèmes actuels de l'énergie : épuisement de certains stocks, danger redoutable de l'énergie nucléaire, gâchis scandaleux d'énergie en Occident, emprise des firmes multinationales sur les économies nationales, etc.

Tout est là, ramassé en peu de pages, au terme d'une analyse économique, historique et politique simple, juste et souvent passionnante.

J. G.

(1) Calman-Lévy, 28 F.

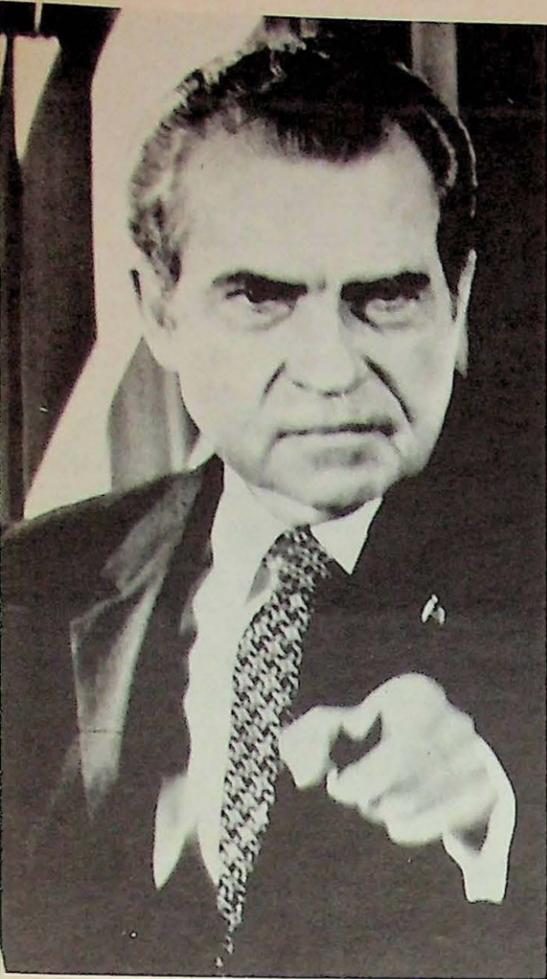
san II) pour se renforcer sur le plan intérieur. Ni enfin que les grandes puissances, pour les raisons d'équilibre soulignées plus haut, n'imposent un statu quo dont la rigidité égale celui de 1967.

Dans ce combat, et dans ce refus, les résistants palestiniens ne peuvent compter que sur les masses arabes qui se sont, cette fois, battues pour reconquérir leur propre sol et leur pro-

placable et mortellement rapide à se déclencher. Que se serait-il passé si les Soviétiques avaient « suivi », comme on dit au poker, « pour voir » ?

Nixon prend de plus en plus des allures de docteur Folamour. Ce qui en dit long sur les contradictions d'un système obligé de s'en remettre à un chef de gang doublé d'un apprenti sorcier...

Daniel LENEGRE ■



Nixon : des allures de Folamour.

Cet homme est dangereux !

NEW YORK, 25 OCTOBRE (CORRESP. PARTIC.).

Le Dr Henry Kissinger était littéralement outragé à la pensée qu'on ait pu croire un seul instant que la mise en état d'alerte des forces armées américaines, ce matin vers 9 heures, était due à une astuce du président Nixon pour faire oublier Watergate... Le fait même que cette idée soit la première qui soit venue à l'esprit de nombreux journalistes et de la plupart des Américains à qui j'ai pu parler aujourd'hui, en dit long sur la confiance que l'on accorde encore à « Tricky Dick ».

MARDI à 14 heures, la nouvelle est tombée sur les téléscripteurs et à la radio comme la foudre : Nixon acceptait de remettre les neuf bandes magnétiques litigieuses au juge du district de Columbia, John Sirica ! Ainsi, le licenciement dramatique du procureur Archibald Cox et la démission des deux principaux responsables du département de la Justice — défi sans précédent à l'opinion publique et au Congrès — n'ont servi qu'à rendre plus évidente sa capitulation.

stop Nixon !

Richard Nixon a eu très peur lundi et mardi matin : pour la première fois depuis 1804, la perspective d'une censure et d'une destitution d'un président des Etats-Unis en exercice semblait de l'ordre du possible. Pour la première fois depuis cinq ans, un mouvement populaire se dessinait pour empêcher le premier magistrat du pays de se placer au-dessus de la

loi. Si Représentants et Sénateurs ont été si nombreux à s'indigner, ce n'est pas seulement parce que l'illégalité était patente ; ils auraient sans doute hésité à amorcer la procédure d'impeachment sans la réaction massive qu'ils ont sentie dans leurs circonscriptions. Des syndicalistes de l'AFL-CIO, réunis en convention à Miami, qui ont voté à l'unanimité une motion exigeant la démission du même Nixon, que le chef de l'appareil syndical, George Meany, avait soutenu contre Mc Govern il y a un an, aux étudiants qui, rassemblés devant la Maison-Blanche, agitaient des banderoles « HONK FOR IMPEACHMENT ! » (klaxonnez pour la censure), une unanimité impossible s'est réalisée.

Une représentante républicaine de Californie, dans un secteur plutôt nixonien, a reçu 2.500 lettres, télégrammes, coups de téléphone pendant le week-end : moins d'une vingtaine soutenaient le Président. Les autocollants « Impeach Nixon » fleurissent les pare-chocs des voitures ; dans la plupart des grandes villes, des mani-

festations sont organisées cette semaine pour exiger la démission de Nixon ; sur les panneaux « STOP », des mains rajoutent au feutre « ... NIXON ». Et un sondage-éclair CBS de ce soir indique que 48 % (contre 46 %) des Américains sont favorables à la démission du Président.

En se soumettant aux ordres de la Cour, le Président Nixon a probablement évité d'avoir à se démettre : la procédure de destitution va s'enliser dans les méandres parlementaires et l'indignation va retomber. Mais le week-end dernier, Richard Nixon a été destitué par le peuple américain. Il a perdu tout crédit pour le reste de son mandat. D'autres nuages s'amoncellent sur sa tête : ses déclarations d'impôt font l'objet d'enquêtes des Services fiscaux, de nouvelles révélations surviennent sur le financement illégal de sa campagne, et ce soir, le *Washington Post* affirmait que son ami et banquier personnel, « Bébé » Rebozo, aurait encaissé des actions volées... Ses démêlés judiciaires sont loin d'être finis.

La présence d'un homme dans une telle situation — politiquement agonisant et juridiquement acculé — à la tête du plus puissant Etat impérialiste, est excessivement dangereuse pour les Etats-Unis et le monde. Il est clair qu'il veut que le Moyen-Orient soit désormais l'exutoire de Watergate : il a déjà repoussé deux conférences de presse sous ce prétexte. Que l'alerte généralisée des forces armées US aujourd'hui ait ou non sa source dans cette stratégie est de peu d'importance : on sait maintenant que c'est possible. Pour se gagner à nouveau un par un les secteurs de l'opinion américaine, il va engager les Etats-Unis plus avant encore aux côtés d'Israël, cédant aux pressions quotidiennes du « lobby » sioniste. De toute façon, les Etats-Unis vont déjà manquer de fuel et d'essence cet hiver...

Le renvoi d'Archibald Cox a été comme l'ouverture de la boîte de Pandore : Nixon n'a pas vu la fin de ses malheurs. Il faut craindre la tentation qu'il pourrait avoir d'entraîner plus que lui dans sa chute.

les fuites

Au fait, savez-vous pourquoi l'on a appelé les « plombiers » de la Maison-Blanche, les truands présidentiels qui ont réalisé le fric-frac de Watergate ? Parce que leur mission avait pour but de prévenir des « fuites » qui auraient appris au monde ce que Richard Nixon faisait des lois de son pays...

Jean-François MERLE ■

du Chili...

et d'ailleurs

ON a cru un moment que le massacre des militants marxistes au Chili par les tortionnaires de Pinochet allait gêner le déroulement du match de football U.R.S.S. - Chili. Heureusement, il n'en est rien, tout est rentré dans l'ordre et la hiérarchie des valeurs est respectée : le match se déroulera comme prévu au Stade National de Santiago : les milliers de prisonniers que la junte y a enfermés seront déplacés, ils iront se faire tuer ailleurs pour que les joueurs puissent jouer tranquillement. Que le meilleur gagne.

Quelques jours auparavant, l'Archevêque de Santiago, Silva Henríquez, sera venu en Europe pour expliquer à tous, et au Pape en particulier, qu'on a été injuste envers Pinochet et ses sbires, et que rien n'est plus conforme à la doctrine chrétienne qu'un coup de force réalisé contre la libre expression de la volonté d'un peuple, que l'assassinat politique, la torture, les exécutions sommaires, la dictature militaire, la suppression de toute liberté. Espérons que des chrétiens sauront, comme ils l'ont déjà fait, lui montrer qu'ils ont une autre façon de lire l'Evangile.

CEST d'ailleurs toute l'Amérique latine, aujourd'hui, qui devient terre de la répression la plus féroce. Au Mexique, on arrête des militants;

en Uruguay, la chasse aux Tupamaros continue. Il faut dire que là, les Etats-Unis ont fait bonne mesure. Au mois de juillet dernier, ils ont nommé ambassadeur à Montevideo M. Ernest V. Siracusa qui a derrière lui une carrière diplomatique exemplaire.

En 1954, déjà, il était un modeste fonctionnaire à l'Ambassade des Etats-Unis au Guatemala ; ce qui lui permit de jouer un rôle actif dans le renversement du régime d'Arbenz, coupable d'avoir nationalisé les terres de la firme américaine United Fruit.

En 1955, comme par hasard, on le trouve en Argentine, au moment où Peron est renversé par un putsh militaire.

On perd sa trace pendant quelques années, puis on le retrouve en 1960, à l'Ambassade des Etats-Unis à Lima (Pérou) où il dirige les services de la C.I.A. chargés de l'application d'un « plan Protection » prévoyant l'établissement d'un fichier de quelque 50.000 personnes au Pérou, avec indication de leurs activités politiques, religieuses, sociales et de leurs « faiblesses humaines ».

On le retrouve au Pérou quelques années plus tard, en 1969. Cette fois, il

a les fonctions de chargé d'affaires à l'Ambassade à Lima. C'est le moment où le Président du Pérou, Velasco Alvarado décide de nationaliser l'International Petroleum Company. Nixon (déjà) essaye d'obtenir une indemnisation pour la société américaine. C'est alors que les Péruviens révèlent quelles étaient, neuf ans plus tôt, les activités de celui que Washington leur a envoyé comme ambassadeur : Siracusa est expulsé du Pérou en octobre 1969.

Mais il est immédiatement nommé ambassadeur en Bolivie où le gouvernement, dirigé par Ovando tente d'échapper un peu à l'emprise américaine en nationalisant par exemple la « Gulf Oil » : Siracusa prépare le renouvellement de ce gouvernement : dans un rapport confidentiel, il écrivait «... dans la préparation de ce plan, nous serons aidés par nos amis commerçants et industriels ici même, qui collaboreront en limitant leurs opérations, en fermant les usines, par des grèves, etc... pour créer contre Ovando une véritable explosion de la part des ouvriers mal payés ».

Ovando est renversé en octobre 1970 pour faire place au Gal Torrès, qui triomphe du candidat de Washington

Miranda. Mais Siracusa reste en place et en 1971 un nouveau coup d'Etat remplace Torrès par Banzer, enfin un homme en qui les Etats-Unis peuvent avoir confiance et qui est un expert de la répression.

Aujourd'hui, Siracusa vient d'être nommé Ambassadeur des Etats-Unis en Uruguay. C'est, comme on l'a vu, un spécialiste de l'Amérique Latine et un grand humaniste. Il va occuper ce remarquable point d'observation qui commande en particulier l'Argentine, le Chili, le Pérou, et pour lequel les communications avec le Brésil sont si faciles...

UNE seule satisfaction ces derniers temps : apparemment, les armes vendues par les firmes françaises au gouvernement chilien n'ont pas quitté la France grâce à l'action concertée des dockers, des travailleurs de la Marine marchande, des organisations politiques et syndicales.

Cette fois, nous avons marqué un point. Il ne faudra pas en rester là.

B.J. ■

Arthur au tapis

D'une pichenette, Pompidou a donc envoyé Arthur au tapis.

Arthur, ce premier PDG de l'ORTF, inamovible pour trois ans ; en principe.

Il a suffi que le Président de la République ne respecte pas la loi (sa loi !) pour se débarrasser d'un gêneur. Puis il a fait semblant de punir l'imprudent Malaud, en mutant son ministre de l'Information à la Fonction Publique. Une place intéressante au fond : pour privatiser, c'est le bon endroit !

Il a suffi d'une formule apparemment légale. Si le P.D.G. de l'Office ne pouvait être révoqué, un membre du Conseil d'Administration pouvait l'être, lui. Arthur était les deux à la fois. On mettait fin à sa fonction de représentant de l'Etat au C.A. de l'O.R.T.F. Comment pouvait-il rester P.D.G. ?

Arthur Conte a passé l'antenne à Marceau Long, énarque, major de promotion : Le gestionnaire, un homme redouté des militaires eux-mêmes...

Philippe Lecat remplace Philippe Malaud. Lecat, un jeune loup, intelligent qui, en plus, « passe bien » à la T.V. Important pour ce nouveau porte-parole du Gouvernement dont la

mission est, entre autres, de diffuser une information « objective » et de valoriser l'action du Gouvernement dans une nouvelle rubrique télévisée : De qui se moque-t-on ?

Le départ d'Arthur ? Surtout pas de larmes. Il a réussi sa sortie. Il s'est fait bien voir d'une certaine gauche. Qu'était-il, Arthur, ce « messie » du Monopole ? Une feuille de papier camouflait la fosse creusée sous l'O.R.T.F. avec une mine d'or tout au fond.

Le départ d'Arthur, c'est le privé plus vite (très vite ?) dans la Maison, le démantèlement de l'Office et les licenciements. Au printemps ? L'année prochaine ?

les rendez-vous marchands

Les syndicats vont se battre. On s'attend à trois mois de grèves tournantes — avec tous les quinze jours une petite grève générale, pour faire le point. La première aura lieu le 6 novembre.

Trois mois de grève. Et le Gouvernement reculera... jusqu'au prochain vote du budget.

Toute cette affaire s'est jouée sur la redevance que la Commission des Finances a refusé de percevoir dès janvier 74. Une histoire de ronds. Il en fallait pour augmenter le capital de l'O.R.T.F. afin d'étendre le service public, ne pas rater ce que Conte appelait « les grands rendez-vous techniques » (Télédistribution, vidéogrammes) qui sont évidemment des rendez-vous marchands.

Pas de ronds pour le P.D.G. qui s'est mis à parler du trou dans la caisse. Qu'est-ce que cela veut dire un trou dans un service public à qui l'on ne donne pas les moyens d'investir ? Et le P.D.G. d'exploiter cette situation en jouant les Ponce Pilate.

La voix souriante de Lecat nous annoncera-t-elle un jour : l'O.R.T.F. a été privatisée ? Ce ne sera pas nécessaire. Le « glissement » vers le privé peut se faire sans que l'on s'en aperçoive !

L'argent du contribuable, la redevance et les recettes publicitaires tombent dans la même caisse. Il suffit de partager sans le dire : redevance : redevance pour une chaîne (la culturelle) et publicité pour l'autre (la deuxième

chaîne). Un simple jeu d'écriture. Et nous l'aurions la chaîne privée : il faut promouvoir les postes couleurs pour enrichir l'industrie électronique et jeter un peu plus de poudre aux yeux et dans les oreilles des Français.

Battu en brèche de toute part, le monopole agonise (radios périphériques, expériences de télédistribution, émissions commandées par l'O.R.T.F. aux maisons privées). Reste le monopole de l'U.D.R. : celui de l'information.

Pour nous, quand bien même il n'y aurait plus de monopole, il peut très bien y avoir service public. Seulement, il faudrait que l'O.R.T.F. ne soit plus sous la botte du Gouvernement. Il faudrait aussi une décentralisation réelle qui permette aux travailleurs d'avoir le contrôle de l'antenne. Et un financement qui ne soit pas assuré par les capitaux privés — nationaux ou locaux — mais par le téléspectateur et les collectivités locales.

Ce n'est pas pour cela que Marceau Long a été nommé. Mais plutôt pour préparer le dernier acte Malaud : une chaîne nationale « culturelle » pauvre et financée par la redevance. Une chaîne publicitaire à grand spectacle, financée par les capitaux nationaux. Une chaîne régionale financée par les capitaux régionaux (pub. locale, participation des quotidiens de province, etc.).

Un règne court pour Marceau Long.

Anne VATTIER ■

DIFFUSION TELE

ave

25 ans de télé

La Télévision existe en France depuis 1947-1948. De Gaulle la rencontre une première fois en 1958.

Deux ans plus tard, le général, ayant chaussé son képi, se regarda dans la glace et dit : « J'ai compris que la masse avait besoin des moyens de communication de masse pour comprendre ce que je vais lui dire. »

En juin 1958, il y a 800 000 récepteurs TV et 3 millions de téléspectateurs. Quatre ans plus tard, 13 millions de Français mangent en regardant la Télévision. L'engin est devenu politiquement important. Le problème des rapports entre la Télévision et le gouvernement est posé.

1950-1958

Eveil de la TV française. Politique du « direct ». Le rugby devient la vedette du petit écran. Epoque des grandes dramatiques réalisées dans les studios des Buttes Chaumont, et des reconstitutions historiques judiciaires et policières : « La caméra explore le temps », « En votre âme et conscience », « Les cinq dernières minutes ». On tente de faire une TV populaire de qualité.

La IV^e République, déjà, met en place un système de contrôle étroit de l'information télévisée. Création d'une direction de l'information, désormais séparée du reste des programmes.

1959-1964

Le gouvernement de Michel Debré

fait de la R.T.F., service administratif, une entreprise politique maintenue « sous l'autorité du gouvernement ».

Octobre 1962, grève des journalistes. Georges Penchenier, Joseph Pasteur et même Michel Périgard sont vidés de l'ORTF.

Les programmes de cette période (« Cinq colonnes à la Une », « Faire Face », « Sept jours du monde », grands magazines d'information vivante et directe) contrastent avec la grisaille du Journal télévisé.

« Le Théâtre de la jeunesse », de Claude Santelli illustre la nouvelle télévision. Naissance de la télévision d'auteur. (Les croquis de Bringuier et Knapp, les portraits souvenirs de Roger Stéphane, Correspondances de Jean-Marie Drot.)

On lance la deuxième chaîne qui diffuse, par « souci de complémentarité », des émissions pour « intellectuels ».

1964-1968

La RTF devient l'ORTF. Nouveau statut d'Alain Peyrefitte : la notion d'autorité du gouvernement disparaît, remplacée par la notion de « tutelle » du gouvernement. L'autonomie financière est renforcée. Création d'un conseil d'Administration (qui est en fait nommé par le gouvernement). Le Directeur général de l'office est toujours nommé ou révoqué par le Pouvoir.

Création du Service de Liaison Interministériel de l'information (S.L.I.I.) : les coups de fils, les conseils émanant des administrations et des cabinets ministériels sont institutionnalisés.

salut à Arthur Conte

Maurice Clavel a beau dire : nous ne verserons pas un pleur sur le Catalan disgracié, une chose est de dénoncer l'abus de pouvoir, flagrant, qui a mis fin aux fonctions du PDG de l'Office ; une autre de se lamenter sur le sort d'un politicien roublard dont les rodomontades ont fini par irriter ceux-là même qui l'avaient mis en place : les travailleurs n'ont pas à prendre parti dans cette querelle de famille à l'intérieur de la bourgeoisie.

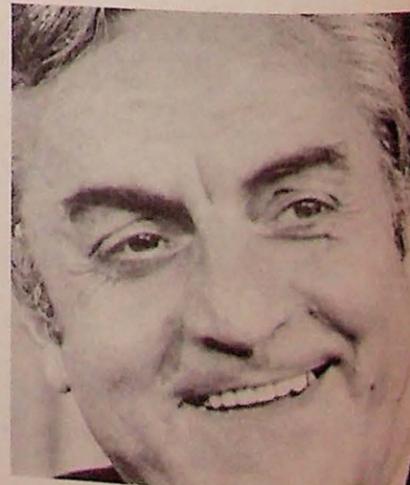
C'est ce qu'ont bien compris les syndicats de l'Office, qui ont volontairement différé leur grève pour la défense du service public afin de ne pas accréditer l'idée qu'ils faisaient grève « pour Arthur ».

Ce n'est pas parce que le Pouvoir se montre ingrat envers un de ses fidèles serviteurs que la gauche doit avoir la mémoire courte elle aussi. Nous n'oublions pas que, grâce à Arthur Conte, le scandale de la publicité clandestine a été étouffé, l'information reprise en main, les élections gagnées par l'UDR. Nous n'oublions pas que, sous son règne, la télévision du « di-

vertissement » et de l'insignifiance a atteint des sommets. Nous n'oublions pas qu'il avait, lui aussi, son plan de démantèlement, dont le grand défaut était d'être différent de celui de Malaud. Nous n'oublions pas enfin que son premier acte de patron a été de licencier et que c'est aussi par des licenciements (350 « agents occasionnels ») que se termine sa gestion.

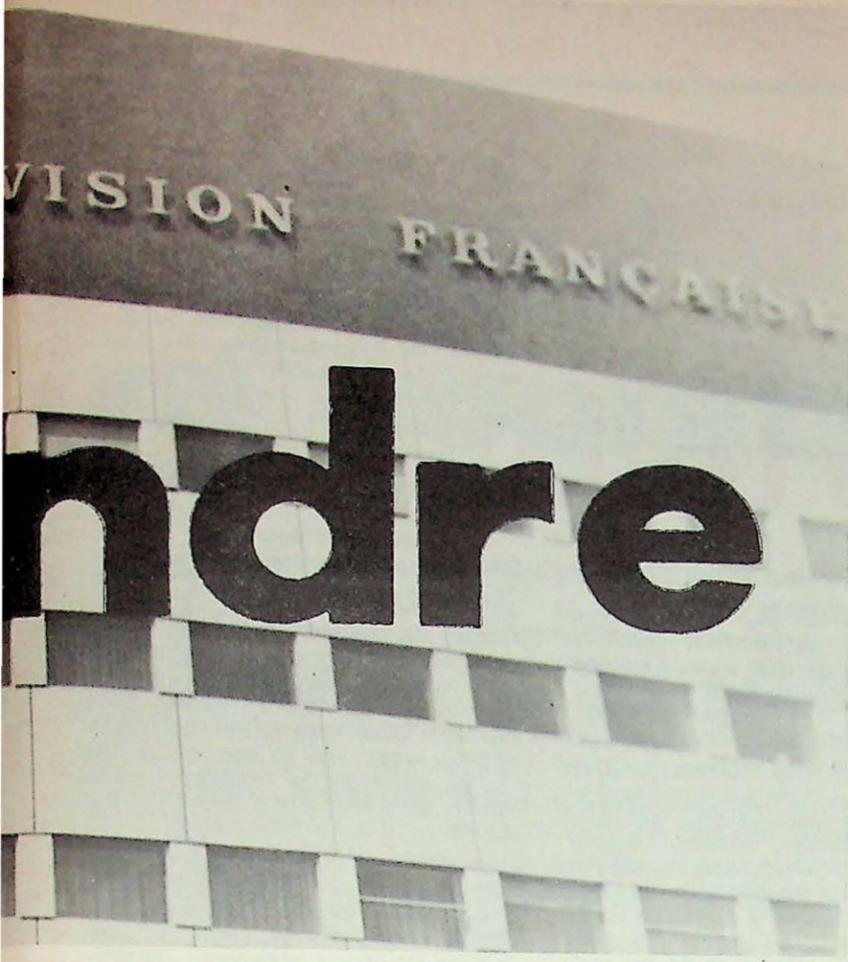
Non Maurice. Tu t'égares. La charette a fini par entraîner le cheval. Ne pleurons pas sur le cheval...

B. L. ■



Arthur Conte : une querelle...

fermez la télé! ouvrez T.S.
et abonnez-vous!



la parole des autres

M. DURAND rentre chez lui. Il est fatigué. Il se calle devant son poste. Il se met, comme on dit, « au spectacle du monde ». On lui parle. Quelqu'un.

Que M. Durand écoute ou non, ce n'est pas important. Que Madame fasse marcher le sèche-cheveux, que les gosses se battent, peu importe. La parole que déverse la TV n'a pas besoin d'une attention suivie. Parole ? Oui parole, ce brouillamini, cette confiture de sons et d'images, ce ronronnement assommant.

C'est la parole des autres. M. Durand n'est jamais sur l'écran. Ni lui, ni ses semblables. Un travailleur ? la TV ne connaît pas de travailleurs. Elle connaît à la rigueur un secrétaire national de syndicat qui « donne » une « déclaration » ou bien un « homme

politique » qui participe à un débat.

Un débat ? un spectacle. M. Durand vibre au rythme des répliques. Et puis, très vite, on passe à un feuilleton. Car il faut bien se détendre. Un détective privé aide la secrétaire — où prend-elle l'argent pour acheter son intérieur moderne et son Whisky celle-là ? — à épouser son directeur à Avoriaz malgré l'opposition des espions à l'accent violemment étranger. M. Durand, tout ça ne se passe pas chez vous. Vous n'êtes jamais sur l'écran. La TV c'est toujours la vie des autres, les bagnoles des autres, les vamps des autres, les problèmes de conscience des autres, les valeurs des autres.

Maintenant vous pouvez toujours essayer de devenir comme eux... ou rêver. M. Durand va dormir.

la quadrature du cercle

Faire une TV démocratique, ce sera toujours la quadrature du cercle. Parce que la TV isole chaque spectateur. Chaque heure passée devant le poste est une heure volée à la vie sociale. La TV imagine pour vous, crée pour vous, cause pour vous. Et quand elle s'arrête, le téléspectateur se retrouve seul avec sa solitude et sa vie communautaire à construire.

On pourrait bien sûr « donner » un spectacle plus intelligent. Par exemple : Un travailleur, pour payer son nouvel appartement, change de travail. Il bosse la nuit et dort le jour. Plus de vie conjugale. Un jour, excédé par les gosses du voisin qui l'empêchent de dormir, il casse la gueule au voisin.

C'est arrivé dans la vie. On en a fait un film TV qui s'appelait « Dimanche volé ». Une exception. C'était un peu de la vie de M. Durand. Ce n'était peut-être pas assez « détendant ».

On pourrait aussi donner aux enfants une formation qui leur permette de comprendre la TV : Se servir des instruments, savoir distinguer ce qui se passe sur l'écran et imprime notre cerveau sans qu'on le voit, etc. C'est ce travail que font le CREAV de Pau et l'AREA de Rennes. Evidemment c'est dangereux pour le Pouvoir.



La télévision de l'insignifiance.

fils décousus de la vie communautaire, démolir le mythe TV (« c'était bath, ça a même été filmé par la télé ! ». « Qu'est-ce que vous faites ? — Je suis à la télé. — Oh la la ! »). Tout cela pour contrecarrer l'effet mystificateur de la parole qui vient d'en haut. Un pari difficile quand le Pouvoir s'ingénie à isoler chaque citoyen, chaque consommateur dans sa bagnole ou devant son poste.

Jacques BERTIN ■

oh là la !..

On pourrait enfin encourager toutes les formes de vie en groupe, et de loisirs collectifs. Or la politique du pouvoir va dans le sens inverse.

Ben, ça suppose quasi une révolution tout ce que vous dites-là ! Former des téléspectateurs, renouer les

**Un point de vente
par section
Un abonné par militant**

Centralisation, bureaucratie, prennent le pas sur les hommes de télévision. Autocensure. Les journalistes se retrouvent coincés dans le filet des ordres et des contre-ordres.

Côté programmes : triomphe de l'artifice et de l'insignifiance (variétés, inter-villes, jeux idiots).

Avant mai 1968

On tend une carotte : un effort « culturel » est annoncé. Et l'on reçoit un coup de bâton : la publicité sur les écrans.

(Pompidou : « Il n'y aura pas de publicité de marques à la TV. »)

Mai 1968

Grève de l'ORTF. La crise éclate sur l'Information. La gestion de l'Office est elle aussi mise en cause.

Après le mois de mai

Dépression. Et vive la distraction ! Arrivée de Pierre Sabbagh à la direction de la première chaîne.

Juin 1969

Suppression du ministère de l'Information. Chaban-Delmas se porte « garant de l'indépendance de l'Office ».

Septembre 1969

Le Premier Ministre lance l'opération de libéralisation de l'information. Création des deux unités autonomes d'information. Pierre Desgraupes symbolise ce nouveau courant.

A partir de 1970

L'organisation administrative resserre

son étreinte. L'ORTF devient le producteur des émissions. Les réalisateurs sont mis au pas. La production industrialise : on fabrique les émissions avec moins d'argent et plus vite.

Printemps 1972

Le sénateur Diligent et M. Griotteray révèlent l'affaire de la Publicité clandestine.

Mai 1972

Rétablissement du ministère de l'Information, avec Philippe Malaud qui étudie un nouveau statut de l'ORTF.

Juillet 1972

Nomination d'Arthur Conte au nouveau poste de PDG de l'office (nous sommes en période pré-électorale). Il commence par vider l'équipe de Desgraupes et déclare qu'il fera chanter la France.

Septembre 1972

De son côté, Pompidou déclare : « Le journaliste de la télévision n'est pas tout à fait un journaliste comme les autres. Qu'on le veuille ou non, la TV est considérée comme la Voix de la France, et par les Français et par l'étranger. » Anesthésie de l'information.

Programme du 31 décembre 1972

Sur la première chaîne, Michel Audiard : « Il ne faut pas prendre les enfants du bon Dieu pour des canards sauvages. » Sur la deuxième chaîne, Pierre Sabbagh : « Au théâtre, ce soir. »...

la télé privée

A chaque crise, au creux de chaque vague, parlementaires, hommes politiques et groupes financiers ont agité le hochet de la concurrence. La TV privée lave plus blanc ! Elle informe mieux ! (cf. le Chili !)

Plus de problèmes de sous ! Sans concurrence, comment se rendre compte de ce que l'on dépense pour fabriquer une émission ?

A consulter : les deux livres de Jacques Thibau : « Une télévision pour

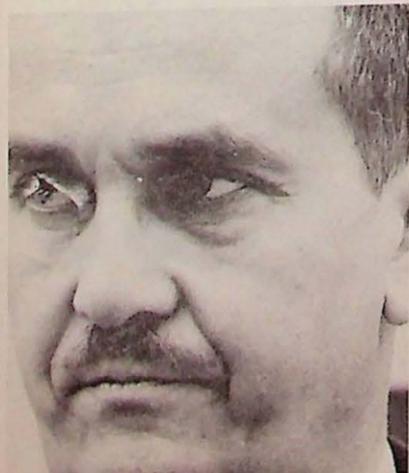
tous les Français » et « la télévision, le pouvoir et l'argent » (Calmann-Lévy).

Le secteur privé saura bien se débrouiller pour augmenter la puissance de l'industrie électronique, que diable !

En fait, l'instauration d'une chaîne privée face à une chaîne d'Etat ne peut entraîner qu'une baisse du niveau des émissions. Ou offrir au public une chaîne à films et à shows d'un côté, une chaîne « culturelle », la réserve à indiens de l'autre.

Les partisans du privé ne sont pas nés d'hier. La première proposition de loi qui défendait ce principe a été déposée à l'Assemblée Nationale en 1947. Dix ans plus tard, nouvelle campagne contre le monopole. Le vieux projet de loi refait une apparition en 1963 (quand on lance la deuxième chaîne), puis en 1967 : c'est le projet de Robert-André Vivien (le même Vivien qui décida la commission des finances de l'Assemblée à bloquer la redevance et provoqua la colère d'Arthur Conte).

L'étude d'un projet de TV privée — l'opération « canal 10 » — fut poussée assez loin par Georges Frydman. Une société, Pro-TV, faillit se créer : elle se proposait de produire, avec des ressources publicitaires, des programmes qui seraient diffusés par l'intermédiaire des réseaux ORTF. ■



Philippe Malaud : ... de famille.

le 30 octobre

lip-liberté !

Le combat des Lip est entré dans une nouvelle phase. La résistance ouvrière a été victorieuse sur le terrain, mais de ce fait le conflit a pris maintenant une dimension politique et nationale de la plus grande envergure. C'est le pouvoir qui bloque toute négociation. A travers Messmer, c'est Pompidou lui-même qui veut faire croire que « Lip, c'est fini ».

DANS cette situation, la responsabilité du PSU est plus grande que jamais. Il nous faut tout à la fois :

1. Contribuer au maintien de la combativité ouvrière.
2. Participer à la solidarité et à la contre-information (ventes, collectes, « six heures sur Lip », colloque sur l'emploi) et prendre toutes initiatives qui permettraient de donner une issue favorable au conflit (projet de régie nationale par exemple).

3. Faire passer l'offensive au niveau national.

Ce dernier objectif implique le développement des luttes sur les divers fronts où se fait sentir l'offensive capitaliste (licenciements, mesures contre les immigrés, profit immobilier, etc.). Il implique aussi le maximum d'efforts pour élargir et cristalliser l'opposition contre le régime, sur une base conforme aux aspirations des travailleurs. Tâche difficile, car certaines organisations ont tendance

à se limiter à une opposition de type parlementaire, parfaitement contrôlable par le pouvoir (on l'a vu à propos de la loi Royer !). Rien de ce qui peut permettre de faire un pas en avant, ne doit être négligé.

C'est pourquoi le PSU a contribué à la réalisation d'une journée nationale contre la répression et pour les libertés. Cette journée, marquée notamment par une grande manifestation à Paris, de la Bastille à la gare de l'Est, a été organisée par la CFDT, la CGT, la FEN, les partis du programme commun (PC - PS - Radicaux de gauche) et le PSU. De nombreuses autres organisations s'y sont associées. Sans doute chacun ne donne-t-il pas le même sens — ni le même contenu — à cette action commune, mais, en ce qui nous concerne, nous avons voulu répondre à l'attente des travailleurs qui entendent donner à leur combat toute sa dimension de classe.

La liberté, à nos yeux, c'est d'abord celle du travail, à laquelle doit se sou-

mettre le capital : les travailleurs doivent imposer leurs droits, maintenir leur emploi, obtenir un statut égal, des garanties suffisantes. Parce que Lip se bat pour tous, il était nécessaire que les travailleurs de Lip soient aux premiers rangs de la manifestation : leur lutte réveille ceux qui dorment. Ils doivent obtenir le soutien sans faille et jusqu'à la victoire de tous ceux pour qui le socialisme n'est pas un vain mot.

l'exemple du Chili

La liberté, c'est aussi celle de l'information et celle de l'expression qui lui est liée. La crise de l'ORTF montre assez la volonté du régime de bloquer toutes les issues, de chloroformer cette opinion dont il a parfois besoin, en temps d'élection, les jours où il se prête à elle. Là encore, des centaines de travailleurs risquent de perdre leur emploi, parce que le pouvoir veut à la fois bâillonner la radio et la télévision, et les remettre, aux intérêts privés.

La liberté, c'est celle que des millions de jeunes et de travailleurs redécouvrent comme une aspiration nouvelle et profonde, cette volonté autogestionnaire totalement contradictoire avec les libertés formelles si chères aux cœurs de la bourgeoisie, tant que sa domination n'est pas mise en cause : l'exemple du Chili ne sera pas oublié.

La journée du 30 octobre est une étape — encore modeste, mais significative — dans la mobilisation populaire qui va devoir se développer désormais.

Robert CHAPUIS ■

l'affaire T.

Nous vous avons invité, la semaine dernière, à aller voir, au Théâtre Mouffetard, la nouvelle pièce du Théâtre Bulle : « J'ai confiance en la justice de mon pays. »

C'était un peu un acte de foi, puisque nous n'avions pas encore vu la pièce, et que seul le thème et l'esprit dans lequel elle avait été montée nous semblaient mériter l'appui de TS. Nous sommes d'autant plus heureux de pouvoir renouveler l'invitation. Dominique Nores dit ici tout le bien qu'elle pense de ce spectacle. Ajoutons simplement qu'il est le plus terrible des réquisitoires contre ce régime, sa police, sa justice, sa télévision — et qu'à ce titre il risque d'encourir les foudres de M. Marcellin.

C'est une raison supplémentaire pour en parler, y aller et y faire aller beaucoup...



contre une justice de classe

Le spectacle d'Alain Scoff, en effet, en même temps qu'une mise en accusation de la police, « corps semi-occulte assuré d'une totale impunité » est essentiellement un démontage de la solidarité de classe à l'intérieur de cette institution nationale qu'est la justice.

Ce démontage se fait au sein de l'appareil judiciaire où l'on voit les juges qui se succèdent refuser de recevoir la vérité quand, de leur point de vue, elle n'est pas recevable. Par gré ou par force, tout ce qui appartient à la classe sociale des juges — avocats, mais aussi le corps médical et cet in-

terne fourvoyé, atteint de gauchisme — est ramené à une vision saine de la situation. La bourgeoisie est sur une brèche, et tout ce qui s'attaque à elle doit être brisé.

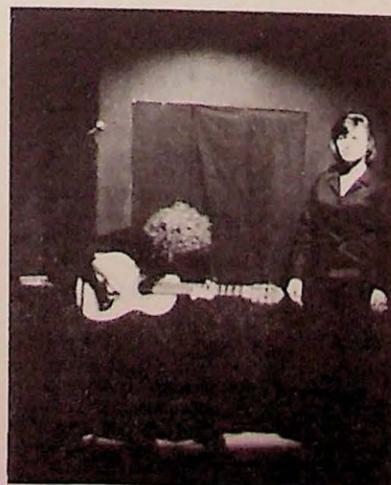
Le démontage se fait également au niveau du tribunal plus vaste qu'est l'opinion publique. Si le premier tribunal (le judiciaire) se trompe volontairement, le second, soir après soir, falsification après falsification, est trompé.

Le grand jeu télévisuel dans lequel Alain Scoff, dramaturgiquement, a embarqué toute l'affaire, montre ses ficelles. Si le personnel de télévision qui craint de perdre sa place coupe l'enregistrement dès qu'affleure une vérité dangereuse à dire, il ouvre largement l'antenne aux scènes bien-pensantes, celle par exemple où une maîtresse d'école tirant de son manuel un texte sur les calamités d'une société sans police, fait s'associer ses élèves à la campagne nationale : Merci, Monsieur l'Agent.

L'antenne et le plateau sont ouverts aussi, généreusement, aux scènes de fantaisie. Les acteurs chantent, dansent, changent de défroque. Cependant leur jeu, constamment efficace, ne fait à aucun moment oublier que le comique nait ici sur fond de gravité, qu'il est appel à la vigilance et qu'à partir de l'Affaire Thévenin, aujourd'hui, le combat continue.

Dominique NORES. ■

(1) « J'ai confiance en la justice de mon pays », Théâtre Mouffetard, 20 h 30, sauf lundis ; dimanche à 15 h 30 (tél. : 336-02-87).



On se souvient des faits. Jean-Pierre Thévenin, un ouvrier soudeur de 24 ans, travaillant à Chambéry, est arrêté dans un bar le 15 décembre 1968, à 18 h 30. Emmené au commissariat, il y meurt la nuit suivante. Cette mort est si suspecte que l'interne qui reçoit le corps à l'hôpital refuse de signer le permis d'inhumation. En plus des marques de strangulation (Jean-Pierre Thévenin a été retrouvé pendu à la lucarne d'aération de sa cellule), des traces de coups sont visibles. Pour l'interne, il y a eu meurtre.

Sur son conseil, les parents portent plainte. Cette plainte contre X pour violence ayant entraîné la mort sans intention de la donner, ballotera les époux Thévenin pendant cinq ans, de tribunal en tribunal. Partout, elle échoue contre un non-lieu, jusqu'au jour où le droit de se pourvoir en cassation est refusé aux plaignants et où, juridiquement, l'affaire est close.

La pièce d'Alain Scoff (1), jouée par le théâtre Bulle qu'il anime, prouve au contraire, par le public nombreux qui déjà s'y presse, qu'on n'en a pas fini avec l'affaire Thévenin.

Le spectacle se présente comme une enquête, enquête de la télévision sou-

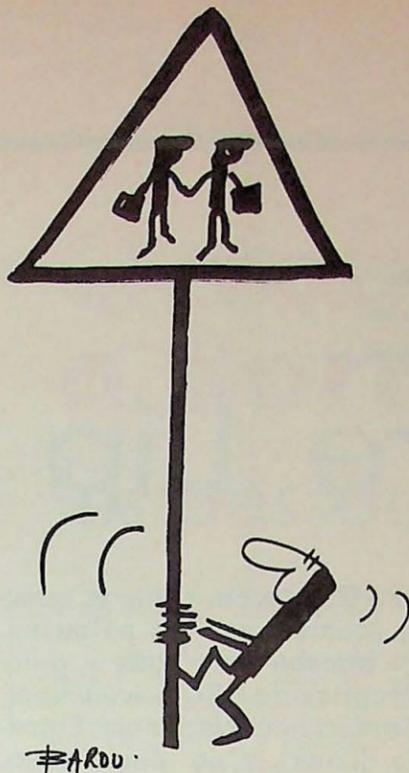
cieuse de plonger ses émissions dans le vécu, mais surtout l'enquête d'une femme, Mme Thévenin, pour que la vérité éclate. Son fils, un ouvrier sobre, sportif, qui n'a pas fait de scandale justifiant son arrestation, son fils qui aimait la vie et n'a pas pu se suicider, doit avoir raison contre la police, et contre l'édifice entier de la justice qui s'est prononcée contre lui.

Rachel Salik apporte au rôle de Mme Thévenin sa simplicité émouvante et une belle voix qui passe aisément du texte parlé au chant.

Surtout, elle fait surgir du personnage même le ressort essentiel de l'œuvre. Longtemps, l'affaire est restée circonscrite entre commissariat, hôpital, bar de l'Arrivée, dans ces rues de Chambéry glacées par l'hiver où les époux T. traînaient le cadavre de leur fils. Et brusquement, parce que certains partis politiques sont venus appuyer sa protestation, l'action de Mme T. prend un nouveau sens. Si elle parle aujourd'hui, c'est non seulement pour les morts des brutalités policières, pour Monika tuée à Fresnes, pour Mohamed Diab à Versailles, mais pour tous ceux qui pèsent trop peu dans la société pour que la justice les reconnaisse et leur soit équitable.

● école et société

Peut-on remettre fondamentalement en cause le système scolaire de l'intérieur même des structures syndicales spécifiques ? Autrement dit, une organisation qui a pour vocation de représenter les enseignants en tant que « corps social » peut-elle être à l'initiative des luttes dont le système scolaire est aujourd'hui l'enjeu ? C'est parce qu'ils répondent à cette question par la négative qu'un certain nombre d'enseignants ont fondé récemment « Ecole et Société » (1), un groupe de recherches et d'action, associant un certain nombre de travailleurs. Nous leur avons demandé de préciser leur projet.



Elle s'articule autour de quelques propositions qu'il faudrait évidemment illustrer et développer :

1) L'institution scolaire conçue comme un instrument d'émancipation et de libération sociale perd sa crédibilité. Il ne suffit plus de dire : dans une société socialiste, l'institution scolaire pourrait enfin jouer pleinement son rôle libérateur et émancipateur. Il apparaît plus clairement que l'appareil scolaire est né dans un certain type de société, la société capitaliste et industrielle. Il n'est pas la solution unique, ni la meilleure, pour résoudre le problème de l'éducation dans une société.

2) Le corps enseignant, longtemps idéalisé comme une sorte de clergé de la culture, elle-même conçue comme le bien de tous par-delà les clivages sociaux, se trouve démythifié. Il apparaît pour ce qu'il est : un rouage essentiel de la reproduction de l'ordre social par l'Ecole. Par sa fonction sociale, il se situe en contradiction avec les luttes ouvrières.

3) C'est aussi que les luttes sociales ne s'arrêtent pas aux portes de l'Ecole. L'Ecole n'est pas un terrain neutre à l'écart des luttes de classes.

4) Les propositions qui précèdent conduisent à la nécessité de rechercher une « stratégie déscolarisée » des luttes sur l'Ecole. Cela signifie

problèmes d'éducation. La F.E.N. notamment, qui juge que l'école en soi est une excellente chose et qui ne la remet donc pas en cause en tant qu'institution, ne peut pas être cet instrument.

En fait, nous pensons que les luttes scolaires ne deviendront vraiment une chose sérieuse que lorsque telle ou telle centrale ouvrière les prendra réellement en charge. Nous pourrions travailler dans ce sens.

T.S. — Apportez-vous une stratégie nouvelle — ou du moins une clarification stratégique ?

E. S. — Nous avons conscience d'arriver au point où, à travers des luttes de grande ampleur, ou simplement locales et multiples, les choses ont beaucoup avancé dans le domaine des luttes sur l'école. Nous avons l'impression qu'une stratégie nouvelle est déjà à l'œuvre. Elle ne nous est pas particulièrement, elle débordait fort heureusement les militants qui travaillent avec Rénovation Syndicale.

T.S. — Ni un nouveau syndicat, ni une nouvelle organisation, ni un cartel d'organisation. Alors qu'est-ce qu'Ecole et Société ?

Ecole et Société. — Nous voulons être un lieu où pourront s'échanger les expériences et les initiatives. Nous estimons qu'aucune organisation n'est en mesure de diriger la nouvelle stratégie des luttes sur l'école. Nous ne prétendons pas à ce rôle : mais nous voulons permettre que soit mis fin à un certain cloisonnement de l'information, à un isolement des luttes.

Beaucoup d'entre nous restent syndiqués à la F.E.N., d'autres au S.G.-E.N.-C.F.D.T. D'autres enfin ont abandonné toute pratique syndicale. En fait, sont associés à Ecole et Société des militants d'organisations diverses qui ont centré leur activité militante sur les problèmes de l'école, et qui estiment qu'il n'existe pas actuellement d'instrument adapté à certaines luttes essentielles et pouvant porter les impératifs qu'implique un projet socialiste conséquent par rapport aux

● du grincement dans les rotatives



1970-1973 : en trois ans, la situation des imprimeries s'est dégradée et les travailleurs en sont les premières victimes : 8.000 licenciés, de nombreuses imprimeries fermées.

Aujourd'hui, chez Larousse, à Montrouge, 183 salariés sont gravement menacés. La fermeture de l'imprimerie est décidée pour le 31 octobre, en accord avec le patronat et les Pouvoirs publics... et les requins de l'immobilier sentent venir la bonne affaire. Les travailleurs ne sont naturellement pas de cet avis et ripostent.

Le 19 octobre, ils ont décidé la grève illimitée, puis l'occupation

des locaux. « Larousse ne doit pas fermer »... Le 25 octobre, à l'appel de la fédération du livre C.G.T., une importante manifestation s'est déroulée à Paris.

Les difficultés que l'on va rencontrer dans les mois à venir vont s'amplifier, car le VI^e Plan prévoit 30.000 licenciements dans l'imprimerie.

Les travailleurs de trois imprimeries (Liberté Presse, Imprimeurs Libres, N.M.P.P.) ont adopté une motion commune de solidarité et de soutien pour les licenciés de Larousse en leur versant une journée de salaire. Une action de popularisation est aussi proposée. ■

● en province aussi...

Dans l'imprimerie, les rotatives roulent mal... Larousse en difficulté et bien d'autres... La province n'est pas épargnée, bien que l'on ait fait grand cas de la décentralisation des entreprises.

Pour réduire le personnel, on réorganise... et on vise ceux qui ont la maladie du syndicalisme actif et du contrôle ouvrier. A I.M.Ro. Rouen (150 employés, forte syndicalisation, prise de conscience politique : procès de Burgos, Chill, Lip...), un délégué syndical, trésorier du comité d'entreprise, est menacé de licenciement. Depuis 12 ans, affecté au montage des clichés, il est muté au service « typo », poste non encore classifié. Obligation de se réadapter à ce nouveau travail. La direction guettera sa première faute professionnelle. L'intéressé refuse le poste... il est licencié séance tenante. 95 % du personnel réplique par la grève de solidarité en demandant la réintégration de leur camarade. La solidarité s'organise dans les usines de la région : remise en cause de l'autorité patronale, assemblées générales largement suivies, capacité d'organisation, information continue. Après 4 jours de grève, la direction a réintégré le trésorier du C.E. Mais l'action n'est pas abandonnée pour autant !

Correspondance ■

● éducateurs : plus de fric !

Si vous entrez dans une école de formation d'éducateurs, vous aurez pour vivre une bourse de 500 F par mois. La somme est la même depuis 1966. Jusqu'ici les éducateurs en formation pouvaient obtenir en plus des bourses de promotion sociale et de conversion sociale. Elles viennent d'être supprimées par le gouvernement.

Autrement dit, désormais, pour devenir éducateur, il faut de grandes poches avec beaucoup de fric dedans. Ça s'appelle la sélection par l'argent.

La suppression des bourses pourrait être aussi un moyen d'écarter les éducateurs en formation qui auraient des idées un peu trop révolutionnaires. C'est raté, le 22 octobre dernier, la grève a été quasi totale dans la plupart des écoles (Aix, Le Havre, Tours, Rennes, Lille, Besançon, Neuilly-sur-Marne, Vaugrainieuse, Parmentier, BVC). Et ça ne fait que commencer. ■

● immigrés : la fin du délai

Le « délai de grâce » accordé aux immigrés en situation « irrégulière » expire au 31 octobre. Un rappel comme ça, en passant — histoire de ne pas les oublier, et d'intensifier l'action à leur côté. D'autant plus que les crimes racistes continuent à fleurir. Sans parler des policiers de Versailles qui ont décidément une fa-

cheuse tendance à faire des cartons sur tout ce qui est un peu trop bronzé, les agressions continuent à un rythme allégre dans la région méditerranéenne. Nos camarades des Alpes-Maritimes sont particulièrement mobilisés sur le problème. Ils organisent le 7 novembre, un meeting anticariste, où sera projeté le très beau film de Michel Drach : « Elise, ou la vraie vie ». ■

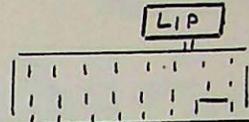
● Cerizay : week-end non-stop

A l'appel de la C.F.D.T. des Deux-Sèvres, nous avons participé avec 5.000 personnes, à un week-end non-stop, les 27 et 28 octobre à Cerizay, pour la popularisation de la lutte des 95 petites Pils. Les négociations avancent un peu. Nous reviendrons la semaine prochaine sur ces deux journées importantes pour la région. ■

TEP
direction Guy Rolin
16 oct. - 18 nov.
théâtre national
LA PLACE ROYALE
ou l'Amoureux extravagant
CORNEILLE
17, rue Malte-brun - Paris 20^e.
m^o gambetta - tél. 636-79-09.

la C.N.E. à l'heure Lip

Les flics qui sont venus à Besançon, c'était peut-être ceux de Nice qui venaient cambrioler nos montres



AROU

Cette fois, il faisait beau à Besançon. Dans le quartier de la Grette, les gosses jouaient sur les pelouses. Dans la salle enfumée de la « Maison pour Tous », deux cents militants du secteur entreprise du PSU travaillaient, réfléchissaient. C'était la Conférence Nationale Entreprises (la C.N.E., comme ils disent). Ces deux cents travailleurs venant de toutes les régions, représentaient pratiquement toutes les branches de l'industrie, des services et de la fonction publique. La plupart étaient délégués des Assemblées régionales qui s'étaient tenues auparavant. En quelques semaines, c'est donc environ 1000 militants ouvriers, qui ont été réunis par le PSU pour faire le point sur la lutte de classe, aujourd'hui, dans les entreprises ; et aussi pour lancer dans ce secteur essentiel, tout le débat du Conseil national du mois prochain.

comment rester en lien, s'entraider, monter des coups.

Ça ne s'est pas vu, mais le succès de la conférence s'est véritablement joué dans ces discussions entre camarades confrontés aux mêmes réalités, aux mêmes problèmes. Ça s'est exprimé dans une petite phrase prononcée à la tribune : « Nous nous sentons faibles isolément, c'est collectivement que nous sommes forts ».

Dans ce genre de rencontre, tout au long de laquelle chacun s'efforce de ne pas figer le débat pour le conduire le plus loin possible, les difficultés commencent vers la fin. Au moment où il faut rassembler tous les éléments débattus pour arriver à des conclusions cohérentes et efficaces. « Faut bien que je puisse dire quelque chose aux copains de l'atelier lundi matin », disait un camarade de l'Est.

Au P.S.U., on n'est jamais entièrement satisfait de soi si on n'a pas sorti un texte, et même parfois plu-

syndicale et la nécessaire participation des militants politiques. On a manifesté la nécessité du soutien à l'organisation autonome des travailleurs immigrés. On a souligné la nécessité de structures et d'organiser le secteur entreprises du P.S.U.

C'est lorsqu'on est arrivé à la discussion du rapport de la commission « Contrôle ouvrier et unité populaire » qu'il y a eu un « couic ». Particulièrement sur la proposition du rapport politique du Bureau National (voir T.S. n° 591 du 10-10-73) concernant le « Pacte d'unité populaire » proposé à l'ensemble des forces anticapitalistes. Plusieurs militants ont exprimé leur crainte de voir le P.S.U. contraint de rejoindre le camp du « programme commun de la gauche ». D'autres (lyonnais pour la plupart) faisaient abstraction du projet autogestionnaire adopté l'année dernière, déclaraient que ce qui est important c'est d'être dans chaque lutte et d'y avoir des positions remettant en cause le type de pouvoir concerné, et là on essaie de réaliser l'unité la plus large... L'ennui est que cela ne règle pas son sort à la stratégie du « programme commun » rejetée par le P.S.U., mais qui, faute d'autre chose, bénéficie, ou bénéficiera à nouveau des faveurs populaires.

On n'avait pas choisi Besançon par hasard. Pas non plus pour faire de cette réunion quelque chose qui ressemblerait à un pèlerinage. Mais sur les lieux de la plus grande lutte ouvrière de ces dernières années, on pouvait profiter de l'exemple des Lip pour aborder les questions importantes de l'ordre du jour : le développement du capitalisme et la riposte ouvrière ; le contrôle ouvrier et l'unité populaire ; comment s'organisent les travailleurs ; l'organisation de la CNE (Commission Nationale Entreprises, comme ils ne le disent pas).

Huit heures de travail en commissions, sur les quelque treize heures de travail effectif, c'est beaucoup. Sur-tout si on y ajoute les discussions des petits groupes dans les couloirs — ah ! les couloirs ! — et autour des repas... C'est beaucoup, mais c'est nécessaire, c'est riche... car c'est dans la discussion et l'affrontement que les militants ouvriers font avancer leur réflexion. On se méfie des discours.

On a quand même trouvé le temps d'une soirée pour discuter avec la délégation que les Lip avaient tenu à envoyer. Ce fut un débat riche, militant, qui avait aussi l'avantage de ramener à de plus justes proportions certaines déclarations enflammées faites auparavant dans le début des commissions. On se laisse si facilement emporter... Ils sont terribles ces Lip avec leur façon de vous démontrer, sans en avoir l'air, que la théorie c'est dans la pratique qu'elle s'élabore et se comprend. Sacré Burgy !

« A bas les cadences infernales ! » lançait à la conférence un camarade à l'accent méridional. Ce qui ne l'empêchait pas de rejoindre, plus vite que s'il avait son contremaitre aux fesses,

220 délégués représentant toutes les régions de France et les différentes branches industrielles et secteurs d'activité ont participé aux travaux. Les branches les plus représentées étant dans l'ordre, celles de la métallurgie électronique, santé, aéronautique, automobile, fonction publique, EDF - GDF, PTT, chimie, bâtiment.

Les délégués ont analysé les luttes des différents secteurs et mis au point les coordinations nécessaires.

Quatre commissions ont plus spécifiquement abordé la situation actuelle du capitalisme, l'action pour le contrôle ouvrier et l'unité populaire, la nature et les conditions de l'action militante dans l'entreprise et l'organisation du secteur.

Les rapports et le débat général ont permis de mieux dégager le sens politique des luttes sociales qui se développent aujourd'hui. La lutte des Lip qui a fait l'objet d'un débat avec des travailleurs de l'entreprise elle-même montre de façon exemplaire la liaison entre l'Etat et le patronat pour soumettre l'organisation du travail aux impératifs du capitalisme moderne, notamment multinational. Partout les travailleurs qui subissent de plein fouet l'offensive capitaliste, luttent pour leur emploi, le maintien de l'entreprise, leurs conditions de vie et de travail, Français et immigrés, ouvriers spécialisés ou qualifiés, techniciens ou cadres de production. Il leur faut à leur tour prendre l'offensive, c'est-à-dire développer dans l'entreprise et hors de l'entreprise l'unité populaire sur la base du contrôle ouvrier. A travers ces luttes, c'est aussi la perspective d'une autre société, d'une autre pouvoir, d'une autre légalité qui se dégage : celle d'un socialisme fondé sur l'autogestion. Le PSU doit en tirer les conséquences pour son organisation, sa stratégie, ses propositions.

Les travaux de la CNE seront un apport essentiel aux débats du prochain Conseil National du Parti les 24-25 et 26 novembre.

les copains de sa branche d'industrie. Très importantes, ces réunions par branche. Dans certaines, il y avait une vingtaine de participants (aviation, électronique, chimie...), dans d'autres, ils n'étaient que trois ou quatre (livre...). Mais partout, c'était la même soif de connaître « comment ça se passe chez toi ? ». Et aussi de chercher

sieurs sur le même sujet. Les militants du secteur entreprises en ont rédigé un remarquable sur « le développement du capitalisme et la riposte ouvrière » (1). La fameuse formule « le parti intellectuel collectif » fait là une démonstration éclatante de son existence et de ses possibilités. On a rappelé l'importance de l'organisation

versé au débat

Enfin l'utilité de ce pacte a été reconnue. C'est le Conseil national du mois de novembre qui en décidera le contenu. La C.N.E. verse sa discussion dans le débat actuel des militants et des sympathisants du PSU.

Les deux cents participants se sont séparés là-dessus. « C'était plus fatigant que la marche du 29 septembre », disait un militant sur le quai de la gare. « C'était intéressant parce que c'était important », renchérisait son copain. Décidément, rien n'est jamais futile à Besançon...

Jacques FERLUS

(1) L'ensemble des textes de cette conférence seront communiqués à tous les militants par le canal des publications internes du PSU.

les trois jours de Toulouse

Construire une force politique autogestionnaire » était une phrase qui depuis un an environ servait de prétexte à de nombreuses réunions sérieuses certes, mais dont les débats étaient trop académiques.

La région Midi-Pyrénées avait été choisie pour tester cette idée, c'est-à-dire pour voir si cette phrase représentait une réalité, si elle rencontrait un écho favorable dans les couches sociales impliquées dans les luttes du moment.

Les 3 journées sur l'Autogestion les 19, 20 et 21 octobre à Toulouse ont commencé le vendredi par une assemblée-débat, au cours de laquelle des travailleurs allaient expliquer leurs luttes à 2.500 personnes présentes avant que des res-

ponsables nationaux du CLAS n'interviennent.

Un travailleur d'Air-France ouvrait la séance en montrant que beaucoup de travailleurs mettaient leurs espoirs dans le CLAS. Un technicien de la SNIAS (le Concorde...) prenait à son tour la parole pour détailler longuement les luttes qui se mènent dans son entreprise où la répression n'a pas attendu que les plans de charges soient établis pour s'abattre. Un Béarnais, représentant Pau et Noguères expliquait alors que si les causes sont différentes (ici l'emploi pour demain) les luttes sont les mêmes. Mamouth (hypermarché) qui était en grève à Toulouse a alors expliqué les raisons des barricades de « caddies »,

puis un antimilitariste qui semblait sorti d'une manifestation de 1848 stigmatisait l'armée. Après cette attaque contre l'armée, l'autogestion revenait à la tribune puisqu'un paysan du Larzac succédait à une fille de Cerizay...

Après une interruption de séance au cours de laquelle les participants pouvaient s'inscrire aux Commissions, des responsables nationaux des différentes formations du CLAS prenaient la parole pour essayer de synthétiser tout ce qui venait de se dire et montrer que toutes les luttes qui se menaient, pouvaient être animées à partir d'un collectif commun. Si l'organisation était encore à créer, le projet politique existait bien et n'avait rien d'académique. Pour les assemblées futures, il faut cependant noter que cette coupure entre les interventions des travailleurs et celles des « hommes politiques » apparaît comme une contre-performance : dans une assemblée qui vise tout autre chose, un cartel d'organisations n'a pas sa place.

Samedi matin quelques militants PSU se rassemblaient pour accorder leurs violons en vue d'animer des commissions qui démarraient l'après-midi.

Le travail de ces commissions, était amorcé par différents textes remis aux participants. L'ensemble du dossier regroupait en plus d'une brève bibliographie et des 14 thèses du CLAS les textes des 14 commissions : Agriculture, Armée, Autogestion des Luttés et Entreprises, Cadre de Vie, Chili, Chrétiens et Autogestion, Consommation-An 01, Culture-Education, Immigrés, Lutte des Femmes, Expériences d'Autogestion, Minorités Nationales, Santé, Sexualité.

Ces commissions étaient autogérées, c'est-à-dire qu'elles se fixaient leur ordre du jour, leur structure... Les travaux avançaient et dimanche après-midi le travail des 300 participants était mis en commun.

Après les rapports, le débat était lancé dans la salle. Une opposition parfois vive, apparaissait entre les

camarades de la CNT et ceux de l'AMR... rien d'étonnant.

L'essentiel était cependant atteint. Pendant 3 jours des militants impliqués dans des luttes sociales se sont rencontrés et ont confronté leurs expériences. Ils ont senti la nécessité de les relier entre elles : la commission Armée était fort intéressée par les travaux de la commission Chili.

Pour l'instant le bilan réel est difficile à tirer, mais dans 6 mois on pourra voir si le pari fait par 300 personnes le 21 octobre (et qui sera renouvelé par les différentes Commissions qui vont continuer à se réunir) sera gagné.

Correspondance

Un abonné nouveau par militant !



Octobre à Bordeaux

les dessous d'un festival

TAIAUT !

« Il faut faire revivre le vieux Bordeaux ». Tel est le slogan qui court en ville et dans les colonnes de « Sud-Ouest ». Le vieux Bordeaux est donc mort ? Non. Pire : il est habité par des vieux et des pauvres.

Le vieux Bordeaux, c'est ce qu'on appelle depuis Malraux un « secteur sauvegardé ». Le plus vaste de France : 150 hectares !

Ce qui a réussi à Paris (quartier Mouffetard et Maubert) sera réussi à

Bordeaux. La bourgeoisie monte à l'assaut du « centre traditionnel de la cité » auquel, après tout, elle a bien droit. On va te me vider tous ces retraités et ces chômeurs, on va remettre à neuf les maisons du XVIII^e siècle, on va faire une « animation » folklorique. On va remplacer les petits commerçants par des artisans (ils font tellement plus vrai dans les vieilles pierres). Et les bourgeois feront revivre le vieux Bordeaux. A moins qu'un comité de défense...

Le 13 octobre, le comité de défense de la Côte Aquitaine rassemblait 300 personnes pour un meeting-débat sur l'aménagement de la côte. C'était le coup d'envoi d'une campagne qui va s'intensifier. Ce qui est en jeu là-bas, ce n'est pas seulement la santé des petits poissons où la beauté sauvage des pins au souffle du vent. C'est la nouvelle stratégie du capitalisme qui trace sur la carte des grandes zones : ici industrialisation forcée, là tourisme à tout prix. Et dans les deux cas, tant pis pour la nature et tant pis pour les habitants ; celle-là peut crever, ceux-ci devront plier puisque leurs notables auront plié devant l'argument fric.

Le PSU est pour le moment à peu près seul en ligne avec les écologistes en Aquitaine. Il faut espérer que les autres partis et syndicats viendront participer à la bagarre sans trop attendre : le capital ne prend pas de congés, lui.

Il y avait le mai musical de Bordeaux, il y avait Sigma, il y a maintenant « Octobre » à Bordeaux. Merci Chaban. Merci Pompidou : le budget (2,1 millions de NF) est fourni par la mission interministérielle pour l'aménagement de la Côte Aquitaine.

Jean-Louis Barrault et Pierre Boulez ont répondu à l'appel du comité de développement culturel de Bordeaux, comité qui a la caractéristique de rassembler des Parisiens et des notables bordelais (Barrault, Biasini, Amouroux, Bordaz, Gaëtan Picon, Chaban).

C'est qu'en réalité, il ne s'agit pas d'animation culturelle. Il s'agit d'attirer des journalistes et des promoteurs internationaux pour leur prouver que l'automne aquitain est radieux et que la côte aquitaine est un « gisement touristique d'une valeur exceptionnelle » : 250 km de plage ininterrompue, 600.000 hectares de forêts, une chaîne de lacs, bref, il y a qu'à se baisser pour ramasser les pépites.

Biasini est arrivé. Il a poussé du coude Philippe Saint-Marc (trop lent, trop timoré) et il a dit aux notables : j'ai dans la poche 500 millions de crédits spéciaux au titre du VI^e Plan. Je veux sauver l'Aquitaine du développement touristique anarchique. L'ennemi principal : le « camping déprédateur » (sic) « forme superficielle d'hébergement » car « c'est une erreur que d'assimiler le camping au tourisme social ».

Il faut sauver l'économie locale (1). Pour cela, Biasini va faire de la Côte Aquitaine une nouvelle Floride. A l'heure actuelle, la capacité d'accueil de l'Aquitaine est de 310.000 lits pour 41 jours de « saison ». Biasini espère parvenir à 575.000 lits pour 5 mois de saison en 1980.

Les notables ont dit : bravo.

S'ils n'avaient pas été enthousiastes, Biasini aurait ajouté, comme il l'a fait lors d'une réunion des maires

et conseillers généraux de l'U.A. 9 (« unité d'aménagement ») : « Je vous donne quinze jours pour donner votre avis ». C'est ça la concertation.

on déprade...

Donc, en avant pour la Floride : « De plus en plus de touristes et nous serons alors à la pointe du bonheur de vivre » (Chaban). La part du camping va passer de 42 % à 30 %. Le nombre des résidences secondaires va passer de 113.000 à 215.000. En avant!

Le premier chantier engagé, celui de l'U.A.3 (Lacanau) est très révélateur des contradictions que Biasini devra surmonter. Comme il s'agit de jouer les démocrates et les producteurs de

la nature, les consignes étaient à l'origine : pas de construction en bordure de mer. Ça favorise les riches et ça détruit la dune. On a donc prévu deux séries de constructions : « L'Océanide » : 63 studios, un hôtel de luxe et une galerie marchande. « L'Aubarède » à un kilomètre et demi à l'intérieur des terres : un secteur plus « social ».

Malheureusement, on a du mal à trouver un promoteur qui investisse dans « L'Aubarède » : pas assez rentable ? Quant à « L'Océanide », elle est à l'eau : les plans n'intéressent pas les investisseurs (pas assez vendable) s'il n'y a pas de construction en front de mer). Les architectes, sommés par le maître d'œuvre de présenter des plans plus coulants, ont préféré renoncer. Or, ils sont aussi architectes-en-chef de la mission. Il faudra donc que les nouveaux plans reçoivent leur aval. La crise quoi. Et ce n'est qu'un début.

Autre exemple : à quelques kilomètres des côtes, il y a toute une série de lacs. D'où l'idée de relier ces lacs par un canal « transaquitain » qui augmente la surface utile de l'arrière-pays. Allez, on creuse : l'Etang de Cazaux (pur) se déverse dans celui de Biscarosse (pollué) et baisse de 40 centimètres. Comme ces étangs sont peu profonds, pauvres en oxygène, mal alimentés en eau fraîche, c'est toute la végétation et la faune de la région qu'on met en cause. Sans compter l'approvisionnement en eau de toutes les localités voisines qui se fait à partir du Lac de Cazaux (2).

On met d'ailleurs en cause la nature partout : sur la côte, elle-même, toute destruction de la dune (la dune est plantée d'oyas qui retiennent le sable) entraîne la destruction de la forêt

dite de protection, laquelle entraîne la destruction de la forêt de production. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est un représentant du Ministère de l'Agriculture au sein de la mission : « Au cas où une partie de la dune de protection serait soustraite à la domanialité publique, l'Office national des forêts demanderait que soient acquis les terrains boisés situés derrière la dune dont il ne souhaiterait plus assurer l'entretien devenu impossible sinon au prix de lourdes dépenses ». Cette intervention, au cours d'une réunion de la mission, est évidemment restée confidentielle.

Eh oui, c'est fragile les Landes ! 85 hectares d'étangs artificiels de l'U.A. 9 seront remplis avec de l'eau de mer. Des essais ont été effectués à Hourtin. Ils sont hélas concluants : le sel c'est mauvais pour la flore. Biasini abandonnera-t-il ce projet déprédateur au risque de priver les promoteurs de 85 ha de « gisement » ?

Ce serait étonnant.

le chômage ou l'exode...

Lorsque l'aménagement sera terminé, lorsque entre chaque « Unité d'aménagement » les « secteurs d'équilibre naturel » (qu'il conviendrait plutôt d'appeler « secteurs de développement anarchique ») auront balaféré le pays, lorsque les industriels auront défriché la forêt — il le font déjà, illégalement d'ailleurs — pour planter du maïs, polluant la nappe d'eau phréatique avec les engrais, il restera un chouette souvenir pour les campeurs, un chouette souvenir du « bien vivre » pour les Aquitains et l'impression d'avoir été floué pour les habitants contraints de chercher du travail à Bordeaux (dans le meilleur des cas) ou à Paris.

Voilà. C'est cela l'aménagement de l'Aquitaine : des grosses unités d'industrie — Bordeaux, Bayonne, Le Verdon — et tout autour des parcs à touristes. C'est rien que du bénéfice pour le capital. Dans les parcs, une population commerçante itinérante et non politisée. Des saisonniers (les étudiants) inorganisés. Des vacanciers claquant très vite leur fric avant de replonger dans les concentrations industrielles, lesquelles concentrations diminuent les coûts de revient en infrastructure et facilitent la mobilité de l'emploi. Les Landes, jadis, étaient peuplés de résiniers. On veut les peupler de résinés. Changement dans la continuité.

Jacques BERTIN ■

(1) Elle est à sauver ? Comment en est-on arrivé là ? Que faisait le pouvoir ? Ne serait-ce pas un peu volontaire ?

(2) « Maintenant que les vacances sont lointaines et les élections passées, on peut ouvrir les dossiers. Ils sont alarmants et personne ne le nie » (Sud-Ouest, 22 octobre 1973).

Les gracieusetés de Sud-Ouest

Il y a peu de temps encore, le directeur général de « Sud-Ouest » Henri Amouroux, jouait les patrons de presse libéraux, écartelés, main sur le cœur et tutti quanti.

C'est qu'il fallait bien donner des gages aux journalistes de « Sud-Ouest ». Leur prouver que lui, directeur, avait su rester avant tout un informateur et que, non, c'est juré, il n'était pas un marchand de papier au service du capital.

Aujourd'hui, la situation n'est plus la même : Henri Amouroux quitte le journal au printemps. Il va effectuer une percée parisienne pour laquelle il a surtout besoin d'être bien vu du régime. Il faut donner des gages : à Chaban par exemple — n'est-il pas le futur président ? — A Biasini qui est si bien en cour.

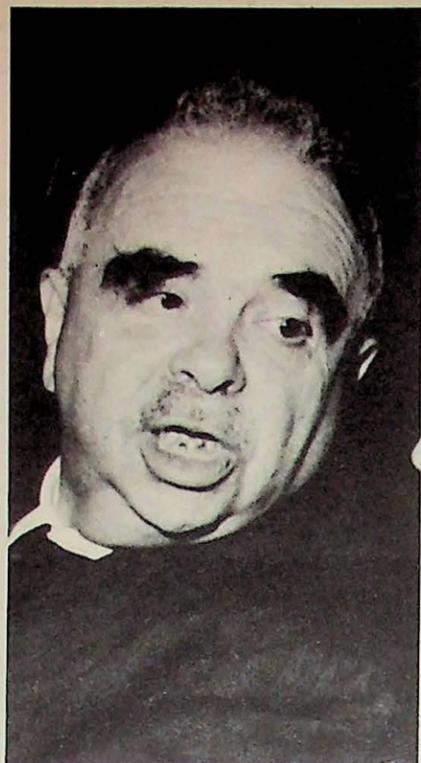
Voilà pourquoi Henri Amouroux met carrément le journal à la disposition de la mission Aquitaine : deux journalistes sont chargés en permanence de tar-

ter sur « l'Octobre » et Henri Amouroux, qui est membre de l'association pour « l'Octobre » censure personnellement l'information relative au festival. Nos amis du comité de défense en savent quelque chose.

Qu'en pensent les journalistes ? La rédaction considère l'opération avec une indifférence amusée. Etre ouvertement le support publicitaire d'une opération immobilière ça ne cadre pas bien avec l'idée que certains se font de la dignité de journalistes. Mais pour le moment, à part des gestes avec les bras, ce désir de dignité ne s'est pas exprimé.

Pour nous, rien de surprenant. Mais qu'on ne nous fasse plus, chers confrères, le coup de la presse qui ne fait pas de politique. Nous sommes quelques-uns à « T.S. » à avoir volontairement quitté cette presse-là. Nous sommes heureux, ça va, merci.

J.B. ■



souvenirs d'un 1^{er} novembre...

— « Servitude et grandeur du PSU. » Ce sera le titre du Tome II de « Souvenirs d'un militant », d'Edouard Depreux, Secrétaire national honoraire du PSU. Il paraîtra prochainement aux Editions Fayard.

L'extrait que nous publions évoque la journée du 1^{er} novembre 1961, où le PSU avait organisé, seul, une manifestation pour protester contre les ratonnades de la police parisienne.

C'EST peut-être le 1^{er} novembre 1961 que le meilleur exemple de l'efficacité du PSU a été fourni. Quelques jours plus tôt, le 17 octobre, la police de Papon s'était tristement illustrée. Des centaines d'Algériens avaient été matraqués, sauvagement brutalisés, assassinés. On avait retrouvé des cadavres pendus à des arbres du bois de Boulogne, ou défigurés et mutilés dans la Seine, d'où on les avait repêchés. Des hommes avaient été parqués au Vel' d'Hiv' dans des conditions qui rappelaient les pires souvenirs de l'occupation.

chasse au faciès

C'est sans armes que les travailleurs algériens de la région parisienne avaient manifesté contre les discriminations et les brimades de tout genre dont ils étaient l'objet. La répression fut tellement barbare que cent cinquante médecins stigmatisèrent la « chasse au faciès », à laquelle s'était livrée la police, et ajoutaient : « En tant que médecins, nous dénonçons ce déchainement raciste et une attitude inhumaine qui s'est traduite ensuite par des retards dans l'évacuation et les premiers soins à des êtres humains, blessés, parqués sur la voie publique. De tels faits, ayant entraîné morts et blessés nombreux, sont graves de conséquences. »

Or, ces faits ne sont pas dus au hasard, ni même à l'improvisation plus ou moins spontanée de quelques exécutants donnant libre cours à leur racisme. Claude Bourdet reçut, à la rédaction de « France-Observateur », la visite de policiers indignés par le massacre perpétré par certains de leurs collègues jusque dans la cour de la préfecture de police. Le préfet n'avait-il pas affirmé à plusieurs reprises que « le ministre de la Justice ayant été changé (Edmond Michelet avait été remplacé par Bernard Chenot), la police était maintenant couverte et avait l'appui du gouvernement » ?

Une riposte s'imposait. Très sagement, la fédération de France du F.L.N. a déconseillé aux Algériens de l'organiser : elle aurait donné l'occasion de nouveaux massacres. Des crimes ayant été commis par des Français, c'est à des Français qu'il appartenait de faire entendre dans la rue leur protestation indignée. Trop prudente à nos yeux, la gauche traditionnelle ne s'y est pas résolue aussi rapidement que nous l'aurions souhaité. Ce n'est certes pas pour satisfaire je ne sais quel désir d'isolement que nous avons alors, presque seuls, assumé des risques. Le matin, nous avons appuyé la très sympathique démarche accomplie au Quartier Latin par des intellectuels groupés autour de J.-P. Sartre et de notre camarade Laurent Schwartz, qui purent prononcer quelques mots devant le micro.

Notre manifestation, prévue pour l'après-midi, a été interdite. On nous l'a fait savoir en bonne et due forme, avec menaces de poursuites contre les organisateurs. Nous avons jugé qu'en une telle circonstance, il ne pouvait pas être question de nous incliner et que tous les dirigeants du Parti se devaient de donner l'exemple, en figurant au premier rang. A la violence policière, nous avons opposé la ruse.

prenez la queue...

Nous avons donné l'impression de préparer une mobilisation dans la clandestinité, en lançant, avec le maximum de discrétion, des convocations devant le cinéma Rex, boulevard Poissonnière, sur le lieu même où deux musulmans avaient été abattus. Nous n'avons pas éprouvé la moindre surprise — faut-il le préciser ? — en constatant que tout le quartier avait été envahi par des cars de police, quelques heures avant l'heure fixée pour ce rendez-vous. Un dispositif de repli sur des positions connues d'un tout petit nombre de responsables

avait été prévu. Les membres du service d'ordre l'ont appliqué avec habileté.

Ils ont invité, par des consignes diffusées de bouche à oreille, nos camarades et nos sympathisants à se transporter par petits groupes place Clichy, où ils ont pris place dans une queue de cinéma, sans qu'aucun des fins limiers de Papon fût alerté. Quelques cris opportunément poussés ont amené environ deux mille personnes à se réunir autour de la statue de Moncey, qu'avec l'aide de quelques mains juvéniles et vigoureuses j'ai escaladée pour haranguer la foule (1).

capable d'agir

Tandis que j'affirmais le droit à l'indépendance du peuple algérien et que je dénonçais avec vigueur les « paponnades », j'ai aperçu l'hélicoptère de la préfecture de police, visiblement intéressé par notre comportement. Après un rapide calcul, effectué sans l'aide d'un ordinateur, ni même de la moindre « pascaline », du temps que mettraient les policiers pour effectuer le trajet du Rex à la place Clichy et de la distance que nous pourrions parcourir pendant le même délai, j'ai conclu : « Nous allons maintenant nous rendre tous ensemble jusqu'à la place Blanche, où nous nous disperserons. »

Je ne m'étais pas trompé. Le premier car est arrivé au moment précis où la queue de notre cortège venait d'atteindre la place Blanche. Notre service d'ordre, qui avait veillé sur moi avec une affectueuse attention, m'a alors remis entre les mains de Michel Rocard, dont je ne prévoyais pas qu'il me succéderait six ans plus tard, comme secrétaire national du PSU. J'ai redescendu dans sa voiture la rue Blanche où nous avons croisé des policiers tellement pressés qu'ils empruntaient le sens interdit, en klaxonnant sans répit.

Nous avons alors rejoint... le cinéma Rex. Grâce à ce chassé-croisé, j'ai pu déposer une gerbe en hommage aux musulmans assassinés. J'ai, à mon tour, pris place, dans la queue du cinéma (2). Ainsi disséminé dans la foule, j'ai pu faire, devant mes voisins quelque peu étonnés, une déclaration à Europe n° 1, sans éveiller l'attention des quelques agents restés de l'autre côté du boulevard. Le succès a été complet et a eu un grand retentissement (3).

Le côté sportif de notre match avec la police y a contribué. De très nombreux jeunes, étudiants et lycéens, ont manifesté leur enthousiasme. Le PSU a prouvé qu'il n'était pas seulement comme on l'insinuait parfois, le laboratoire d'idées « d'une certaine gauche intellectuelle », mais qu'il était capable d'agir. Dans certaines zones de la « gauche prudente », on nous a peu ou prou traités d'« aventuristes », de « romantiques », voire d'« irresponsables ». Mais, quelques semaines plus tard, le 6 décembre, à la Mutualité, une réunion commune de tous les partisans de la paix, par une reconnaissance du droit à l'indépendance du peuple algérien, a revêtu une grande ampleur.

Edouard DEPREUX. ■

(1) Je n'oublie pas le rôle joué par J.-P. Carrier, Porchez et « Tiénot » Grumbach.

(2) Simone de Beauvoir, dans la « Force des Choses » (Editions Gallimard) (page 629), rend compte en ces termes de notre manifestation : « L'après-midi, environ mille deux cents PSU s'étaient donné astucieusement rendez-vous dans la queue d'un cinéma place Clichy ; ils purent se rassembler sans être inquiétés. Portant des banderoles et scandant des slogans, ils descendirent jusqu'au Rex et Depreux a déposé des gerbes à l'endroit où deux musulmans avaient été abattus. »

(3) En nous joignant à des queues de cinéma, nous avons adapté aux conditions modernes un procédé employé par des blanquistes, le 14 août 1870, boulevard de La Villette : les conspirateurs s'étaient alors joints à des curieux attirés par les tours d'un bâtelleur.

Tu découpes ce bas de page - Tu écris ton nom, ou celui d'un copain : et l'adresse : Et tu nous renvoies ça au prochain courrier avec un chèque de 40 F. Facile, non ?